

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1363**23 décembre 2003****SOMMAIRE**

Besima S.A., Luxembourg	65379
CI Business, S.à r.l., Luxembourg	65418
CI Business, S.à r.l., Luxembourg	65418
CI Business, S.à r.l., Luxembourg	65418
Coiffure Claire, S.à r.l., Mamer	65378
Delta Networks Limited S.A., Luxembourg	65377
EDI Concept SCI, Luxembourg	65377
Fludir Holdings S.A., Luxembourg	65408
Global Garden Products Holding S.A., Luxembourg	65382
House 55 S.A., Luxembourg	65416
Imperial Hôtels S.A., Luxembourg	65408
JEF Financière S.A., Luxembourg	65416
Materis Participations, S.à r.l., Luxembourg	65419
Materis Participations, S.à r.l., Luxembourg	65424
Profoot International S.A., Luxembourg	65405
Salon Jean et Jeanne, S.à r.l., Heisdorf	65424
Thornham Developments, S.à r.l., Luxembourg	65415

EDI CONCEPT SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2003, réf. LSO-AL01145, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2003.

Signature.

(080532.3//9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

DELTA NETWORKS LIMITED S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 76.988.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2003, réf. LSO-AL00135, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2003.

Signatures.

(080761.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

COIFFURE CLAIRE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 65.964.

L'an deux mille trois, le treize novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

- Madame Isabel Garcia Dos Reis, coiffeuse, demeurant à L-4535 Obercorn, 8, rue Hubert Clement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée COIFFURE CLAIRE, S.à r.l., avec siège social à L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 65.964), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 août 1998, publié au Mémorial C numéro 802 du 4 novembre 1998.

- Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de ladite société et qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique constate qu'en vertu d'une cession de parts sociales sous seing privé en date du 15 octobre 2003, Mademoiselle Isilda Garcia Dos Reis, employée, demeurant à L-8282 Kehlen, 1, rue de Keispelt, a cédé ses cinquante (50) parts sociales dans la prédite société COIFFURE CLAIRE, S.à r.l., à Madame Isabel Garcia Dos Reis, préqualifiée.

Cette cession de parts sociales est approuvée conformément à l'article sept (7) des statuts et l'associée unique la considère comme dûment signifiée à la société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

La cessionnaire susdite est propriétaire des parts sociales lui cédées à partir de la date de cession.

Deuxième résolution

L'associée unique décide de supprimer la valeur nominale des cinq cents (500) parts sociales représentant le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF).

Troisième résolution

L'associée unique décide de convertir le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) en douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,68 EUR), au cours de 40,3399 LUF=1,- EUR.

Quatrième résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinq virgule trente-deux euros (105,32 EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,68 EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), sans création de parts sociales nouvelles.

Le montant de cent cinq virgule trente-deux euros (105,32 EUR) a été apporté en numéraire par l'associée unique de sorte que ledit montant se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Cinquième résolution

L'associée unique décide de remplacer les cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Sixième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article six (6) des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500, EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, Madame Isabel Garcia Dos Reis, coiffeuse, demeurant à L-4535 Obercorn, 8, rue Hubert Clement.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de six cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Ehlang-sur-Mess, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. Garcia Dos Reis, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 novembre 2003, vol. 525, fol. 18, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1^{er} décembre 2003.

J. Seckler.

(079044.3/231/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2003.

BESIMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 97.221.

STATUTS

L'an deux mille trois, le premier décembre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société anonyme VECO TRUST (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au Registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 70.491,

ici représentée par son administrateur-délégué:

Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, rte d'Arlon,

2.- La société anonyme EDIFAC S.A., avec siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au Registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 72.257,

ici représentée par un de ses administrateurs, savoir:

- Monsieur Jean Lambert, prénommé, avec pouvoir de signature individuelle.

Lesquelles comparantes, agissant ès-dit qualité, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre eux et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de BESIMA S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) par action.

Le capital autorisé est fixé à deux millions d'Euros (EUR 2.000.000,-) représenté par deux cent mille (200.000) actions d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) par action.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Titre II.- Administration, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désignent un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs.

En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

En cas d'urgence les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société, en observant les dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le Conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Titre III.- Assemblées Générales

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de mai à onze heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre IV.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale peut autoriser le Conseil d'Administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé

et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre V.- Dissolution, Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2003.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société anonyme VECO TRUST (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, trois mille quatre-vingt-dix-huit actions	3.098
2.- La société anonyme EDIFAC S.A., avec siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, deux actions	2
Total: trois mille cent actions	3.100

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des Frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

Réunion en Assemblée Générale

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarent se réunir à l'instant en Assemblée Générale Extraordinaire et prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, rte d'Arlon.
- b) Madame Caroline Folmer, employée privée, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, rte d'Arlon.
- c) La société anonyme EDIFAC S.A., avec siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au Registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 72.257.

- 2) Le nombre des commissaires est fixé à un:

Est nommé commissaire:

La société anonyme TRUSTAUDIT S.A., ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au Registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 73.125.

- 3) Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2008.

- 4) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

- 5) Le siège social est fixé à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Lambert, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 2 décembre 2003, vol. 356, fol. 38, case 7. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 décembre 2003.

H. Beck.

(081529.3/201/184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2003.

GLOBAL GARDEN PRODUCTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 96.423.

In the year two thousand three, on the twenty-sixth day of the month of November.

Before us, Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of GLOBAL GARDEN PRODUCTS HOLDING S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Company»), incorporated following a deed of the undersigned notary of October 15, 2003, not yet published in the Mémorial. The articles of incorporation have not been amended since this date.

The Meeting is declared open at 4 p.m. with M^e Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr Benoit Tassigny, lawyer, residing in B-Nothomb.

The Meeting elected as scrutineer Mr Manfred Muller, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. To reduce the nominal value of the existing three hundred ten (310) shares from one hundred euros (EUR 100.-) each to one euro and fifty cents (EUR 1.50) each, to convert these three hundred ten (310) existing shares into twenty thousand six hundred sixty-six (20,666) Ordinary Shares, having the rights and privileges attached thereto following a restatement of the articles, and to allocate one euro (EUR 1.-) to the legal reserve.

2. To increase the corporate capital by an amount of twenty-two million five hundred sixty-three thousand seven hundred seventy-two euros and fifty cents (EUR 22,563,772.50) so as to raise it from its amount of thirty thousand nine hundred ninety-nine euros (EUR 30,999.-) to twenty-two million five hundred ninety-four thousand seven hundred seventy-one euro and fifty cents (EUR 22,594,771.50).

3. To issue eight million two thousand five hundred fifteen (8,002,515) new Ordinary Shares and seven million forty thousand (7,040,000) new Preferred Shares with a nominal value of one euro and fifty cents (EUR 1.50) each, having the rights and privileges attached thereto following a restatement of the articles.

4. To accept subscription for these eight million two thousand five hundred fifteen (8,002,515) new Ordinary Shares and seven million forty thousand (7,040,000) new Preferred Shares, with payment of a share premium, by PROSECCO LIMITED, a company governed by the laws of Gibraltar, with registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind.

5. To approve the redemption by the Company of sixty-six (66) of its own Ordinary Shares.

6. To reduce the corporate capital by an amount of ninety-nine euros (EUR 99.-) and to cancel sixty-six (66) of its own Ordinary Shares.

7. To fully restate the articles of incorporation of the Company, which restatement shall consist inter alia in renaming the Company into GLOBAL GARDEN PRODUCTS LUXEMBOURG S.A., in adopting the following corporate object:

«The corporate object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations directly or indirectly, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and/or foreign companies or other entities, the ownership, administration, development and management of its portfolio holdings and further the granting of loans to group related companies.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner as well as transfer by way of sale, exchange or otherwise any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, notes, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever;
- exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments;
- grant security interest over its assets;
- make deposits at banks or with other depositaries;
- raise funds inter alia by receiving a loan or otherwise, issue bonds and notes;
- lend such funds to group-related companies.

The above enumeration is enunciate and is not limitative.

The Company may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its corporate object at the exclusion of any activities reserved to banks.

In general the Company may carry out any operation which it may deem useful or necessary in the accomplishment and the development of its corporate purpose.»

and in creating an authorised capital with the capacity of the Board of Directors to limit or cancel any preferential subscription rights upon the issue of shares under the authorised share capital.

8. To approve the resignation of Mr Ferdinando Gelosa as director of the Company with effect as from November 26, 2003, to reappoint Mr Dirk Cornelis Oppelaar and Mr Simon Tuttle as directors of the Company and to appoint with immediate effect

- Mr Antonio Corbani, Managing Director, born on 24 June 1960 in Busto Arsizio (VA) (Italy), residing at ABN AMRO CAPITAL S.p.A., Via Meravigli, 7, 20121 Milano (Italy);

- Mr Maurizio Ferrari, Chief Executive Officer, born on 4 December 1948, residing at Via del Lavoro, 8, 31033 Castelfranco Veneto (Italy); and

- Mr Hervé Claquin, Chief Executive Officer, born on 24 March 1949 in Paris (16^{ème}) (France), residing at ABN AMRO CAPITAL S.A., 23, rue Balzac, 75008 Paris (France),

as directors of the Company, Mr Simon Tuttle and Mr Antonio Corbani being the Investor Directors, each time for a period expiring at the Annual General Meeting to be held in 2004.

9. Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the General Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Shareholders Meeting resolves to reduce the nominal value of the existing three hundred ten (310) shares from one hundred euros (EUR 100.-) each to one euro and fifty cents (EUR 1.50) each, to convert these three hundred ten (310) existing shares into twenty thousand six hundred sixty-six (20,666) Ordinary Shares, having the rights and privileges attached thereto following a restatement of the articles, by reducing the corporate capital by one euro (EUR 1.-) to thirty-thousand nine hundred ninety-nine euros (EUR 30,999.-) and to allocate one euro (EUR 1.-) to the legal reserve.

Second resolution

The Shareholders Meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of twenty-two million five hundred sixty-three thousand seven hundred seventy-two euros and fifty cents (EUR 22,563,772.50) so as to raise it from its present amount of thirty thousand nine hundred ninety-nine euros (EUR 30,999.-) to twenty-two million five hundred ninety-four thousand seven hundred seventy-one euros and fifty cents (EUR 22,594,771.50).

Third resolution

The Shareholders Meeting resolves to issue eight million two thousand five hundred fifteen (8,002,515) new Ordinary Shares and seven million forty thousand (7,040,000) new Preferred Shares with a nominal value of one euro and fifty cent (EUR 1.50) each, having the rights and privileges attached thereto following a restatement of the articles.

Subscription - Payment

There now appeared Mr Laurent Schummer prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of PROSECCO LIMITED, a company governed by the laws of Gibraltar, with registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar by virtue of the same proxies as referred hereabove.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of PROSECCO LIMITED for the number and class of shares mentioned hereafter and to make payment in full for each such new share thus subscribed by a contribution in kind consisting of all the assets and all the liabilities of PROSECCO LIMITED (the «Contribution»), for the amounts mentioned hereafter:

<i>Shareholder</i>	<i>subscribed and paid-in capital (EUR)</i>	<i>number of shares and class of shares</i>	<i>share premium (EUR)</i>
PROSECCO LIMITED	22,563,772.50	8,002,515 Ordinary Shares 7,040,000 Preferred Shares	165,467,665.-

The Contribution thus represents a net contribution in an aggregate amount of hundred eighty-eight million thirty-one thousand four hundred thirty-seven euros and fifty cents (EUR 188,031,437.50).

The subscriber acting through its duly appointed attorney in fact declared that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

Proof of the ownership by the subscriber of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The subscriber acting through its duly appointed attorney in fact further stated that a report has been drawn up by BILLON & ASSOCIES, 398, route d'Esch, L-1025 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, réviseur d'entreprises, and signed by Mr Dominique Robyns on November 26, 2003, wherein the Contribution so contributed is described and valued.

The person appearing produced that report, the conclusions of which read as follows:

«Based on the work performed as described in section 4 of this report, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind which consists in all the assets and liabilities of PROSECCO is not at least equal to 7,040,000 new preferred shares and 8,002,515 new ordinary shares to be issued for an amount of EUR 22,563,772.50, each with a nominal value of EUR 1.50 plus the share premium for an amount of EUR 165,467,665.- for an aggregate amount of EUR 188,031,437.50».

That report will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Thereupon, the shareholders meeting resolves to accept the said subscription and payment by the subscriber and to allot the eight million two thousand five hundred fifteen (8,002,515) new Ordinary Shares and the seven million forty thousand (7,040,000) new Preferred Shares to PROSECCO LIMITED as stated above.

Fourth resolution

The Shareholders Meeting resolves to approve the redemption at nominal value by the Company of sixty-six (66) of its Ordinary Shares, so far held by the subscriber and now contributed to the Company. As a consequence the Shareholders Meeting resolves to reduce the Company's corporate capital by an amount of ninety-nine euros (EUR 99.-) so as to reduce it to twenty-two million five hundred ninety-four thousand six hundred seventy-two euros and fifty cents (EUR 22,594,672.50) by cancellation of sixty-six (66) of its Ordinary Shares.

Fifth resolution

On the basis of a report adopted by the Board of Directors with respect to the creation of an authorised capital, a copy of which shall be attached to the present minutes for registration purposes, the shareholders meeting resolves to fully restate the articles of incorporation of the Company, which restatement, next to reflecting the above changes to the issued capital, shall consist inter alia in renaming the Company, amending the corporate object and in creating an authorised capital with the capacity of the Board of Directors to limit or cancel any preferential subscription rights upon the issue of shares under the authorised share capital.

The articles of incorporation shall consequently forthwith read as follows:

Chapter I.- Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name

There is hereby established among the founding Shareholders and all those who may become owners of the Shares a company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles (the «Company»).

The Company will exist under the name of GLOBAL GARDEN PRODUCTS LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Registered Office

The Company will have its Registered Office in Luxembourg-City.

The Registered Office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg-City by a resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its Registered Office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Registered Office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the Registered Office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Corporate Object

The corporate object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations directly or indirectly, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and/or foreign companies or other entities, the ownership, administration, development and management of its portfolio holdings and further the granting of loans to group related companies.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner as well as transfer by way of sale, exchange or otherwise any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, notes, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever;
- exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments;
- grant security interest over its assets;
- make deposits at banks or with other depositaries;
- raise funds inter alia by receiving a loan or otherwise, issue bonds and notes;
- lend such funds to group-related companies.

The above enumeration is enunciate and is not limitative.

The Company may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its corporate object at the exclusion of any activities reserved to banks.

In general the Company may carry out any operation which it may deem useful or necessary in the accomplishment and the development of its corporate purpose.

Art. 4. Duration

The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any moment by a decision of the General Meeting of Shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these Articles.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital

The Company has an issued and paid-up capital of twenty-two million five hundred ninety-four thousand six hundred seventy-two euros and fifty cents (EUR 22,594,672.50) divided into eight million twenty-three thousand one hundred

and fifteen (8,023,115) Ordinary Shares with a nominal value of one euro fifty cents (EUR 1.50) each, and seven million forty thousand (7,040,000) Preferred Shares with a nominal value of one euro fifty cents (EUR 1.50) each.

The authorised capital is fixed at twenty-three million two hundred two thousand nine hundred ninety-seven euros and fifty cents (EUR 23,202,997.50) to be divided into eight million four hundred twenty-eight thousand six hundred sixty-five (8,428,665) Ordinary Shares with a nominal value of one euro fifty cents (EUR 1.50) per share, and seven million forty thousand (7,040,000) Preferred Shares with a nominal value of one euro fifty cents (EUR 1.50) per share.

The Board is authorized and empowered to:

- realize any increase of the corporate capital within the limits of the authorized capital in one or several successive tranches, by the issuing of new Shares, against payment in cash or in kind, by conversion of claims or in any other manner, including as a result of the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board under the terms of warrants (which may be separate or attached to Shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds or similar instruments issued from time to time by the Board and entitling to Shares within the limits of the authorised capital;

- determine the place and date of the issue or the successive issues, the Issue Price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares; and

- remove or limit the preferential subscription right of the Shareholders in case of issue of Shares or warrants (which may be separate or attached to Shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds or similar instruments against payment in cash.

This authorization is valid for a period of 5 (five) years from the date of publication in the Mémorial of the deed of incorporation and it may be renewed by a General Meeting of Shareholders for those Shares of the authorized corporate capital which up to then will not have been issued by the Board.

Following each increase of the corporate capital, realized and duly stated in the form provided for by law, this article 5 will be modified so as to reflect the actual increase; such modification will be recorded in authentic form by the Board or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

The issued and/or authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles.

Art. 6. Form of Shares

The Shares will be in the form of registered shares only. Certificates reflecting the recordings in the Shareholders register may be delivered to the Shareholders.

The Company may issue multiple share certificates.

Art. 7. Voting Rights

Ordinary Shares and Preferred Shares shall respectively confer on each Holder thereof (in that capacity) the right to receive notice of and to attend, speak and vote at all general meetings of the Company and to exercise, in whatever form, one vote per Share.

Art. 8. Transfers of shares - General provisions

8.1. The Shareholders' register which may be examined by any Shareholder will be kept at the Registered Office. The register will contain the precise designation of each Shareholder and the indication of the number of Shares held, the indication of the payments made on the Shares as well as the transfers of Shares and the dates thereof.

Each Shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. For the purpose of sending any notice, or effecting a dividend payment or other distribution to any Shareholder, the Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of the registered Share will result from the recordings in the Shareholders' register.

Any transfer of Shares will be recorded in the Shareholders' register, either in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Civil Code or by a declaration of transfer entered into the Register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representative(s) provided that in this latter case the Board receives two (2) business days prior written notification of the intent of the transferor and the transferee to enter such a declaration of transfer in the Shareholders' register. Furthermore, the Company may accept and enter into the Shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

No transfer of Shares in breach of these Articles may be validly entered in the Shareholders' register. Any such registration shall be refused or opposed by the Board and, if effected without the consent of the Board in whatever form and by whatever means, shall be null and void.

8.2. The Board may refuse the registration of the transfer of any Share (including by the transferor and the transferee or by their duly authorised representative(s)):

8.2.1. unless:

- (a) the certificate for the Shares to which it relates (if any) is lodged at the Registered Office or at such other place in Luxembourg as the Board may appoint and is accompanied by such evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer;

- (b) it is in respect of only one class of Shares; and

- (c) it is in favour of not more than four transferees;

8.2.2. to an individual who does not have (or whom the Board reasonably believes does not have) the legal capacity freely to dispose of any Share without let, hindrance or court approval;

8.2.3. unless the transfer of the Shares is effected in relation to the valid enforcement of any duly registered pledge on the Shares pursuant to articles 116 to 118 of the Luxembourg Commercial Code or any other valid enforcement of any other duly registered charge over the Shares;

8.3. The Board shall further refuse to register the transfer of any Share unless they are satisfied that such transfer is either:

- 8.3.1. a transfer permitted under article 9 (a «Permitted Transfer»); or
- 8.3.2. a transfer made in accordance with and permitted under article 10; or
- 8.3.3. a transfer made in accordance with article 12;

and, cumulatively to sections 8.3.1. to 8.3.3, does not constitute a breach of any agreement between the Company and some or all of its Shareholders (being an agreement additional to these Articles).

8.4. If, in relation to a transfer of a Share, the transferor thereof is a party to any agreement between the Company and some or all of its Shareholders (being an agreement additional to these Articles) or in the event of an allotment of a new Share to a person who is not a Shareholder then the Board shall require the transferee or allottee of such Share (as the case may be) to enter into a written undertaking (in such form as such agreement prescribes) to be bound by the provisions of such agreement; and the Board may decline to register the transfer or allotment of such Share unless and until the transferee has entered into such written undertaking.

Art. 9. Permitted share transfers

9.1. A Shareholder shall be permitted to transfer its Share(s):

9.1.1 if the Shareholder is a company, to any holding or subsidiary company of that Shareholder or to any other subsidiary company of any such Shareholder's holding company; or

9.1.2. if the Shareholder is an individual, to an Associate; or

9.1.3. if the Shareholder is either a person whose principal business is to make, manage or advise upon share investments or a nominee thereof (an «Investor») or a fund, partnership company, syndicate or other entity whose business is managed or advised by an Investor or a nominee of any such person as aforesaid, to any participant or partner in or shareholder of any such fund, partnership, company or other entity or to the Investor or to any other fund, partnership, company or other entity whose business is managed or advised by the Investor (or, in any such case, a nominee on behalf thereof); or

9.1.4. to a third party pursuant to the provisions of article 12 provided that prior to or contemporaneously with such transfer the provisions of article 12 have been complied with; or

9.1.5. with the prior written consent of the holders of not less than 50 per cent (50%) (by number) of the aggregate number of Shares for the relevant time being in issue; or

9.1.6. if the Shareholder is an ABN Group Company to any other ABN Group Company.

9.2. No Shareholder may transfer or otherwise dispose of any Share or any interest therein at a time when the same is the subject of a Transfer Notice (as defined in article 10.2) or a Mandatory Transfer Notice (as defined in article 10.4).

Art. 10. Share transfers: Pre-emption provisions

10.1. Except in the case of a Permitted Transfer, the right to transfer or otherwise dispose of a Share or any interest or right in or arising from a Share shall be subject to the following pre-emption provisions.

10.2. Except in the case of a Permitted Transfer, before transferring or otherwise disposing of any Share or any interest or right in or arising from any Share the person proposing to transfer or otherwise dispose of the same (the «Transferor») shall give notice in writing (a «Transfer Notice») to the Company specifying the Shares, interest and/or rights of which the Transferor wishes to dispose. The Transferor shall, contemporaneously with the giving of a Transfer Notice, deliver up and lodge with the Company the share certificate(s) (if any) in respect of the relevant Shares.

10.3. Notwithstanding that a Transfer Notice specifies that the Transferor wishes to dispose only of an interest or right in or arising from or attaching to the Shares referred to therein, the Transfer Notice shall (notwithstanding anything in the Transfer Notice to the contrary) unconditionally constitute the Company the agent of the Transferor in relation to the sale of the Shares referred to therein (the «Sale Shares») at the Sale Price as hereinafter referred to in accordance with the provisions of this article. A Transfer Notice shall not be revocable except with the consent of the Board.

10.4. Except in the case of a Transfer Notice which a Shareholder is required to give or is deemed to have given pursuant to article 11 (a «Mandatory Transfer Notice»), a Transfer Notice may include a condition (a «Total Transfer Condition») that if all the Sale Shares (of whatever class) are not sold to Shareholders, then none shall be so sold.

10.5. Except in the case of a Mandatory Transfer Notice, the Transfer Notice may state, in addition to details of the Sale Shares:

10.5.1. (if applicable) the name or names of a person or persons (such person or persons being hereinafter referred to as the «Proposed Transferee») to whom the Sale Shares (or an interest or right in or arising therefrom) are proposed to be transferred in the event that the Sale Shares are not acquired by Shareholders; and

10.5.2. the entire consideration per Share for which any such transfer or transfers will be made (and, if any of the said consideration is not a cash price expressed in euros an amount per share which is so expressed and which is commensurate with the entire consideration).

in such event, subject to the Board being reasonably satisfied (and to that end being provided with such evidence as they may reasonably require) that the consideration so stated is a bona fide consideration agreed between the Transferor and the Proposed Transferee at arms' length and in good faith, such consideration shall be the Sale Price and the prescribed period (as hereinafter referred to) shall commence on the date on which the Transfer Notice is given and shall expire 60 days thereafter.

10.6. In the case of a Mandatory Transfer Notice or a Transfer Notice which does not state the further details referred to in article 10.5 above relating to consideration or where the Board is not satisfied that the consideration stated is a bona fide consideration within the terms of article 10.5:

10.6.1. if, not more than 30 days after the date on which the Transfer Notice was given or was deemed to be given (or such longer period (if any) as the Board may, prior to the expiry of such period of 30 days, determine to allow for

this purpose such longer period not being longer than 12 months) the Transferor and the Board shall have agreed a price per Share as representing the fair value of the Sale Shares or as being acceptable to the Transferor and not more than the fair value thereof, then such price shall be the Sale Price and the prescribed period shall commence on the date on which such agreement is reached and shall expire 60 days thereafter; or

10.6.2. failing such agreement, upon the expiry of 30 days (or such longer period (if any) being not longer than 12 months as aforesaid) after the date on which the Transfer Notice was given or was deemed to be given the Board shall instruct the statutory auditors for the time being of the Company (or, in circumstances where the statutory auditors of the Company refuse to act, a different firm of accountants nominated by the Board) to determine and report to the Board the sum per Share considered by them to be the fair value of the Sale Shares and the sum per Share so determined and reported shall be the Sale Price and the prescribed period shall commence on the date on which the auditors shall so determine and report and shall expire 60 days thereafter.

10.7. For the purposes of article 10.6, the auditors shall act as experts and not as arbitrators and (save only for manifest error) their determination shall be final and binding upon the Company and all Shareholders. The costs and expenses of the auditors in relation to the making of their determination shall be borne by the Company unless the Sale Price as so determined is the same as, or substantially the same as, that (if any) which the Board had notified to the Transferor as being in their opinion the Sale Price, in which event such costs and expenses shall be borne by the Transferor. For the purposes of article 10.6 and this article, the fair value of Sale Shares shall be the market value thereof as at the date when the relevant Transfer Notice or Mandatory Transfer Notice was given or deemed to have been given (as the case may be) as between a willing buyer and a willing seller at arms' length for the whole of the issued share capital of the Company, such sum being divided by the number of Shares in issue and ignoring any restrictions on transfer (and the auditors shall be instructed accordingly).

10.8. Sale Shares shall be offered for sale to all the Shareholders of the Company for the relevant time being holders of Preferred Shares or Ordinary Shares but so that:

10.8.1. if and to the extent that the Sale Shares consist of Preferred Shares, the Holders for the time being of Preferred Shares (other than the Transferor or any Associate of the Transferor) shall have a prior right to purchase the same ahead of the Holders of Ordinary Shares; or

10.8.2 if and to the extent that the Sale Shares consist of Ordinary Shares, the Holders for the time being of Ordinary Shares (other than the Transferor or any Associate of the Transferor) shall have a prior right to purchase the same ahead of the Holders of Preferred Shares;

provided that Sale Shares may also be offered to such person or persons (if any) as the Board thinks fit («Other Nominees») and provided that any such offer is made upon the condition that such Sale Shares shall only be available for purchase by such person or persons if and to the extent that such Shares are not acquired by Shareholders following acceptance of such offers as are referred to in articles 10.8.1 and 10.8.2.

10.9 The Company shall not be required to, and shall not, offer any Sale Shares to the Transferor, any Associate of the Transferor or any person who remains a Shareholder but who has been deemed to have given a Mandatory Transfer Notice on or prior to the date on which any such offer as is referred to in article 10.8 is made. In addition, if during the period between the date on which any such offer is made and (following the acceptance of such offer by a Shareholder) the sale of Sale Shares to such Shareholder is completed, such Shareholder is deemed to have given a Mandatory Transfer Notice then such Shareholder shall be deemed not to have accepted such offer and the relevant Sale Shares shall be re-offered for sale (at the same Sale Price per share and as if such price had been determined on the date on which the Mandatory Transfer Notice is deemed to have been given).

10.10. Any such offer as is required to be made by the Company pursuant to article 10.8 shall limit a time (not being less than 14 days or (unless an Investor Majority otherwise agrees or directs) more than 21 days) after such offer is made within which it must be accepted or, in default will lapse. Following any such offer, if acceptances are received in respect of an aggregate number of Shares in excess of that offered, the number of Sale Shares shall be allocated according to the class of the Sale Shares on the following basis of priority:

(a) if the Sale Shares are Preferred Shares first to the other Holders of Preferred Shares, next to the Holders of Ordinary Shares and next to Other Nominees (if any); or

(b) if the Sale Shares are Ordinary Shares first to the other holders of Ordinary Shares, next to the holders of the Preferred Shares and next to Other Nominees (if any).

10.11. If, by virtue of the application of the provisions in article 10.10, acceptances are received from any such class as therein referred to in respect of an aggregate number of Shares which is in excess of that offered then the number of Sale Shares shall be allocated amongst those who have accepted the same in proportion to the number of Shares of the relevant class held by each acceptor (or in the case of Other Nominees on such basis as the Board shall determine) provided that no acceptor shall be obliged to acquire more Sale Shares than the number for which he has applied and so that the provisions of this article 10.10 shall continue to apply mutatis mutandis until all Shares which any such acceptor would, but for this provision, have acquired on the proportionate basis specified above have been allocated accordingly.

10.12. If a Transfer Notice shall validly contain a Total Transfer Condition then any such offer as aforesaid shall be conditional upon such condition being satisfied and no acceptance of an offer of Sale Shares will become effective unless such condition is satisfied. Subject thereto, any such offer as is required to be made by the Company pursuant to article 10.8 shall be unconditional.

10.13. If, prior to the expiry of the prescribed period, the Company shall, pursuant to the foregoing provisions of this article 10 find Shareholders or Other Nominees («Approved Transferees») to purchase some or (if a Total Transfer Condition applies) all the Sale Shares, it shall forthwith give notice in writing thereof to the Transferor and the Approved Transferees. Every such notice shall state the name and address of each of the Approved Transferees and the number

of the Sale Shares agreed to be purchased by him and shall specify a place and time and date (not being less than 3 days nor more than 10 days after the date of such notice) at which the sale and purchase shall be completed. Upon the giving by the Company of any such notice as aforesaid the Transferor shall be unconditionally bound (subject only to due payment of the Sale Price) to complete the sale of the Sale Shares to which such notice relates in accordance with its terms.

10.14. If a Transferor shall (save only for the reason that an Approved Transferee does not duly pay the Sale Price) fail duly to transfer (or complete the transfer of) any Sale Shares to an Approved Transferee in circumstances where the provisions of article 10.13 apply, the Board shall be entitled to, and shall, authorise and instruct some person to execute and deliver on his behalf the necessary transfer and the Company may receive the purchase money in trust for the Transferor and (notwithstanding (if such is the case) that the Transferor has failed to deliver up the relevant share certificate(s)) shall (subject to so receiving the same) cause such Approved Transferee to be registered as the Holder of such Shares. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the Approved Transferee (who shall not be bound to see to the application thereof) and after the Approved Transferee has been registered in purported exercise of the aforesaid powers the validity of the proceedings shall not be questioned by any person.

10.15. After the service of a Transfer Notice or a Mandatory Transfer Notice, as the case may be, if the Company shall not, prior to the expiry of the prescribed period, find Approved Transferees willing to purchase some, or, if the relevant Transfer Notice validly contains a Total Transfer Condition, all, of the Sale Shares, it shall, as soon as practicable following such expiry, give notice in writing thereof to the Transferor and the Transferor, at any time thereafter up to the expiration of 60 days from the date of such notice, shall, (subject as provided below) be at liberty to transfer those of the Sale Shares not purchased by Approved Transferees or all the Sale Shares (as the case may be) to the Proposed Transferee or, where the Transfer Notice did not contain details of a Proposed Transferee (including, for the avoidance of doubt, in the case of a Mandatory Transfer Notice), to any one person on a bona fide sale at any price not being less than the Sale Price. The Board may require the Transferor to provide evidence to them (to their reasonable satisfaction) that such Shares are being transferred in pursuance of a bona fide sale for the consideration stated in the Transfer Notice without any deduction, rebate, allowance or indulgent terms whatsoever to the purchaser thereof and if not so satisfied may refuse to register the instrument of transfer.

10.16 Any Share required to be transferred by a Transferor to an Approved Transferee pursuant to this article shall be transferred free from any mortgage, charge, lien, option or other encumbrance and with the benefit of all rights and entitlements attaching thereto and if, in determining the Sale Price, there was taken into account any entitlement to any dividend which has been paid prior to the date on which the transfer is registered then the Transferor shall be liable to account to the Approved Transferee for the amount thereof (and the Approved Transferee, when making payment for such Share, may set-off such amount against the Sale Price payable).

Art. 11. Share transfers: Mandatory transfer notices

11.1 If any person shall purport to transfer or otherwise dispose of any Share or any interest in or right arising from any Share otherwise than as permitted under articles 8 to 10 or otherwise in accordance with the provisions of these Articles, such person and any Associate of such person who is a Shareholder shall, unless and to the extent (if any) that the Board otherwise determines in good faith at the relevant time, be deemed to have given, on the date on which the Board gives notice to such person that they have become aware of the purported transfer or other disposal (or on the date (if any) specified in such notice), a Transfer Notice in respect of all Shares of which such person and any such Associate of such person is then the Holder (the «Mandatory Transfer Notice»).

11.2 In any case, where a Mandatory Transfer Notice has been deemed to have been given by a Shareholder, such Shareholder shall, upon demand by the Company, deliver up to and lodge with the Company the share certificate(s) (if any) in respect of the relevant Shares.

11.3 For the purpose of ensuring that a transfer of Shares is a Permitted Transfer or that no circumstances have arisen whereby a Transfer Notice is required or may be deemed to have been given under any provision of the present Articles, the Board may from time to time require any Shareholder or any person named as transferee in any transfer lodged for registration or any person who was, is or may be an Associate of any of the foregoing to furnish to the Company such information and evidence as the Board may think fit regarding any matter which they may deem relevant to such purpose.

If such information or evidence discloses that a Transfer Notice ought to have been given in respect of any Shares the Board may by notice in writing stipulate that a Mandatory Transfer Notice shall as from the date of such notice or on such future date as may be specified therein be deemed to have been given by the Holders of those Shares and/or their Associates in respect of all or any of such Shares. Failing such information or evidence being furnished to the reasonable satisfaction of the Board within a reasonable time after request, the Board shall be entitled to refuse to register the transfer in question or, in case no transfer is in question, to require by notice in writing to the Holder(s) of the relevant Shares that a Transfer Notice be given in respect of all such Shares (and such notice may stipulate that if a Transfer Notice is not given within a specified period then, upon the expiry of such period, a Mandatory Transfer Notice shall be deemed to have been given in respect of all the relevant Shares).

Art. 12. Drag-along / Tag-along rights

12.1 If the Holders of Preferred Shares («Selling Preferred Shareholders») decide to sell all their shareholding or a Controlling Interest in the Company to third parties, they shall procure that the other Shareholders («Other Shareholders») are given the right to sell (hereafter «Tag-Along Right») a percentage of their shareholding in the Company equal to the percentage of the shareholdings in the Company object of the sale by the Selling Preferred Shareholders at the same price per Share of the same class, on the same conditions and at the same time as the purchase by the third party of the shareholdings which are the object of the sale by the Selling Preferred Shareholders.

12.2 The Selling Preferred Shareholders will communicate to the Other Shareholders in writing, without any unnecessary delay, the agreement for the sale and purchase of their Shares, together with a copy of the irrevocable offer of

the third party to acquire also from the Other Shareholders a number of the Shares determined as provided in paragraph 12.1 above. In the event that the third party does not intend to purchase Shares from the Other Shareholders, the communication should contain the irrevocable offer of the Selling Preferred Shareholders to acquire the Shares from the Other Shareholders on the same conditions.

12.3 The Other Shareholders, within 10 business days from the receipt of the communication from the Selling Preferred Shareholders and of the offer of the acquisition as described in paragraph 12.2 above, must communicate to the Selling Preferred Shareholders their intention to sell their shareholding in the Company to the extent indicated in paragraph 12.1.

12.4 Except in the event that the Other Shareholders exercise their Tag-Along Right, if the Selling Preferred Shareholders decide to sell all their shareholdings or a Controlling Interest in the Company to a third party, at the request of the Selling Preferred Shareholders, the Other Shareholders shall be bound to sell a percentage of their shareholding in the Company equal to the Selling Preferred Shareholders percentage shareholding in the Company which is the object of the sale at the same price per Share of the same class, on the same conditions and at the same time as the purchase by the third party of the shareholdings of the Selling Preferred Shareholders which are the object of the sale by the Selling Preferred Shareholders (hereafter «Drag-Along Right»).

12.5 The Selling Preferred Shareholders will communicate to the Other Shareholders their willingness to give effect to the Drag-Along Right at the same time as the communication pursuant to paragraph 12.2.

12.6 The Tag-Along Right and the Drag-Along Right will not apply in the event of a sale of the Shares by the Selling Preferred Shareholders to other companies which belong (or which will belong at the moment of sale) to the same group as the Selling Preferred Shareholders or to any investment funds managed by the any such company, or to any sale to new Shareholders pursuant to a syndication to other institutional investors of their participation in the Company on or before the second anniversary of the Company.

Chapter III.- Board, Statutory Auditor

13.1. The Company shall be managed by not less than five and not more than eleven directors (the «Directors») who need not be Shareholders. Two out of the Directors shall necessarily be Investor Directors.

13.2 The Directors shall be elected by the Shareholders' Meeting, which shall determine their number, the duration of their tenure, which may not exceed six years, and their remuneration (if any). The Company shall reimburse each Director for all out of pocket expenses (including, without limitation, travel expenses) reasonably incurred by him in connection with the performance of his duties as a director of the Company.

13.3 The Directors shall form a board (the «Board»). The Board may elect a chairman from among its members.

13.4. In the event of one or more vacancies in the Board because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors shall be entitled to co-opt a new Director in his stead, upon proposal (and only if such proposal is forthcoming) of the Shareholders that have proposed the Director whose post is vacated, and shall convene a General meeting of Shareholders in order to confirm such new Director or appoint another Director.

13.5. No Director shall be required to vacate his office as a Director, nor shall any person be ineligible for appointment as a Director, by reason of his having attained any particular age.

13.6. In addition, the office of a Director shall be vacated if:

(a) he is convicted of a criminal offence (other than a minor motoring offence) and the Shareholders resolve that his office be vacated; or

(b) in the case of a person who is also an employee of the Company or another Group Company, he ceases to be such an employee and the Shareholders resolve that his office be vacated; or

(c) be prevented by law from holding office as a Director; or

(d) with or without cause, by resolution of the Shareholders resolving at the quorum and majority requirements applicable for the amendment of these Articles of Incorporation.

13.7. ABN AMRO VENTURES B.V. shall be entitled from time to time to propose for appointment, each time at least two candidates for each position to be provided, to six (6) positions as Directors of the Company, out of which one position shall be that of an Investor Director and may also propose to remove any such person(s) from office. ABN AMRO VENTURES B.V. shall specify in its proposals of candidates, who are the candidates for the position of Investor Director.

13.8. THE SECOND ABN AMRO LBO FUND shall be entitled from time to time to propose for appointment, each time at least two candidates for each position to be provided, to four (4) positions as Directors of the Company, out of which one position shall be that of an Investor Director and may also propose to remove any such person(s) from office. THE SECOND ABN AMRO LBO FUND shall specify in its proposals of candidates, who are the candidates for the position of Investor Director.

13.9 The Individual Shareholders, who hold a majority in number of Ordinary Shares held by the Individual Shareholders at the relevant time shall be entitled from time to time to propose for appointment each time at least two candidates for each position to be provided, to one position as Director of the Company and may also propose to remove any such person(s) from office.

13.10 The Shareholders shall only be entitled to appoint Directors out of the list of candidates submitted to their choice in accordance with articles 13.7, 13.8 and 13.9. If no proposal for the appointment of a Director to a vacant position is made by the Shareholder(s) entitled to make such proposal, the post shall remain vacant and the Shareholders shall not be entitled to elect anyone to such position until an appropriate proposal is made by the relevant Shareholder(s) benefiting of the proposal right for such post.

13.11 If Shareholders propose the removal of Directors in accordance with articles 13.7, 13.8 and 13.9, the Board shall be obliged to convene a Shareholders meeting upon the shortest possible notice, with on its agenda a resolution on such proposed dismissal.

Art. 14. Meetings of the Board

The Board shall choose from among its members a chairman, who shall be chosen among the directors appointed pursuant to articles 13.7 or 13.8. It may as well appoint a Secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Board shall meet upon call by the chairman. A Meeting of the Board may as well be convened upon call by any two Directors. A Meeting of the Board shall be convened and held at least six times in every calendar year and no more than two months apart.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and of the Board, but in his absence the General Meeting or the Board will appoint another Director or, if applicable, person as chairman pro tempore by vote of the majority present at such Meeting.

Written notices of any meeting of the Board will be given by letter, by fax or by any other electronic means approved by the Board to all Directors not less than seven Clear Days prior to any Meeting of the board and every such notice shall be accompanied by a written agenda specifying the business of such Meeting and copies of all papers that shall be relevant for such meeting including (without limitation) a copy of the latest available monthly management accounts and cash flow statements for the Company's group and a report to the board as to the general level of business conducted during the preceding month and advising as to future business activity for the Group. The notice indicates the place and agenda for the meeting.

Each Director may waive this notice by consent in writing or by cable, telegram, fax or any other electronic means approved by the Board. No separate notice is required for Meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or by any other electronic means approved by the Board another Director as his proxy.

No business shall be transacted at any Meeting of the board save for that specified in the agenda for such Meeting unless one Investor Director shall otherwise agree.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of Directors are present. However, the Board cannot deliberate or act validly if, at any time, when Investor Directors are in office as Directors of the Company, one such Investor Director at least is not present or represented at the Meeting.

If in the case of a meeting of the Board, a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, or if during a Meeting such a quorum ceased to be present, the meeting shall stand adjourned to the same day in the next week at the same time and place provided that in the case of any meeting so adjourned an Investor Director is in office as Director of the Company shall not be required to attend in order for such adjourned meeting to be quorate.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Directors, or a committee of the Directors, may hold Meetings by telephone either by conference telephone connection(s) or by a series of telephone conversations or by exchange of facsimile transmissions addressed to the chairman. The views of the Directors, or a committee of the Directors, as ascertained by such telephone conversations or facsimile transmissions and communicated to the chairman shall be treated as votes in favour of or against a particular resolution (as appropriate). A resolution passed at any Meeting held in this manner and signed by the chairman shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the Directors (or, as the case may be, of that committee) duly convened and held.

In case of emergency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 15. Minutes of Meetings of the Board

The minutes of any Meeting of the Board will be signed by the chairman of the meeting and by any other Director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the Board or by any two Directors.

Art. 16. Powers of the Board

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the General Meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

The Board may decide to set up one or more committees whose members may but need not be Directors. In that case the Board shall appoint the members of such committee(s) and determine its powers.

Art. 17. Delegation of Powers

The Board may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 18. Representation of the Company

The Company will be bound towards third parties by (i) the joint signatures of any two Directors, of which one at least must be an Investor Director, or (ii) by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board but only within the limits of such power.

Art. 19. Statutory Auditor

The accounts of the Company are supervised by one or more statutory auditors, who need not be Shareholders. The statutory auditors shall be elected by the Shareholders' Meeting, which shall determine their number, for a period not

exceeding 6 (six) years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

Art. 20. Indemnity

Every Director, statutory auditor, Secretary or other officer of the Company shall be entitled to be indemnified by the Company out of its own funds for all costs, charges, losses, expenses and liabilities incurred by him in the actual or purported execution and/or discharge of his duties and/or the exercise or purported exercise of his powers and/or otherwise in relation to or in connection with his duties, powers or office including (without prejudice to the generality of the foregoing) any liability incurred by him in defending any proceedings, civil or criminal, which relate to anything done or omitted or alleged to have been done or omitted by him as officer or employee of the Company and in which judgment is given in his favour (or the proceedings are otherwise disposed of without any finding or admission of any material breach of duty on his part) or in which he is acquitted or in connection with any application under any statute for relief from liability in respect of any such act or omission in which relief is granted to him by the Court.

Art. 21. Conflict of Interest

A Director shall be regarded as having an interest which is material and which conflicts with the interests of the Company and shall not be entitled to vote in relation to any matter which involves a personal financial interest of the Director or which requires to be determined or otherwise decided upon by the Directors pursuant to or for the purposes of any of articles 8 to 12 of these Articles to the extent such matter relates to any Shares held by such Director or in which such Director is otherwise interested.

The relevant Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, shall be obliged to advise the Board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the Meeting.

At the next following General Meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

Chapter IV.- General Meeting of Shareholders

Art. 22. Powers of the Meeting of Shareholders

Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

Art. 23. Annual General Meeting/Other General Meeting

The Annual General Meeting shall be held at the Registered Office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on January 15 of each year, at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday, the Meeting will be held on the next following business day.

The Board or the statutory auditor(s) may convene other general meetings. Such meetings must be convened if Shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings may be held abroad if, in the judgement of the Board, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 24. Procedure, Vote

Shareholders' Meetings are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' Meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the Meeting, the Meeting may be held without prior notice.

A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, fax or by any other electronic means approved by the Board as his proxy another person who need not be a Shareholder.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' Meeting.

No Meeting or written resolution shall be quorate unless those Shareholders present or voting in writing include (whether in person or by a duly authorised representative or a proxy) the Holders of not less than 50 per cent of the Preferred Shares for the time being in issue.

If in the case of a Meeting of the Shareholders, a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, or if during a meeting such a quorum ceased to be present, the meeting shall stand adjourned to the same day in the next week at the same time and place provided that in the case of any Meeting so adjourned an Investor Majority shall not be required to attend in order for such adjourned Meeting to be quorate.

Copies or extracts of the Minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two Directors.

Chapter V.- Business Year, Allocation of Profits

Art. 25. Business Year

The Company's business year begins on the 1st day of September of each year and ends on the 31st day of August of the following year.

The Board draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report on the operations of the Company at least one month before the date of the General Meeting, which is to approve such accounts, to the statutory auditor who will make a report containing his comments on such documents. The Board shall send to the Shareholders the statutory audited, stand alone and consolidated, accounts of the Company within four months of the last day of the period to which they relate.

Art. 26. Appropriation of Profits

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the Board, the general meeting of Shareholders determines how the available net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the Shareholders as dividend, provided in such latter case that the Preferred Shares are entitled to an annual dividend equal to 3% of the Issue Price of the Preferred Shares (the «Preferred Dividend») and provided that, if with respect to a given financial year no dividend distribution is made, the entitlement to such dividend shall be carried forward to the next financial year on which a dividend distribution is made. Any additional amounts available for distribution as a dividend shall be distributed to the Ordinary Shares on a pro rata and pari passu basis.

The Company shall not effect payment in respect of any Shares (whether by way of dividend, distribution, purchase or redemption, or by way of reduction or return of share capital) if such payment is prohibited or restricted by the terms of any financing agreements to which the Company may from time to time be a party.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation

The Company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of Shareholders, which will determine their powers and their compensation.

The Preferred Shares are entitled to participate by preference in any liquidation proceeds up to an amount equal to their respective Issue Price and any Preferred Dividend, carried forward, but unpaid on such Preferred Shares. The remainder of the liquidation proceeds, if any, shall be distributed to the Ordinary Shares on a pro rata and pari passu basis.

Chapter VII.- Applicable Law - Definitions

Art. 28. Applicable Law

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Art. 29. Definitions

In these Articles:

headings are used for convenience only and shall not affect the construction hereof

«ABN AMRO VENTURES B.V.»: a company governed by the laws of The Netherlands, having its registered office at Gustav Mahlerlaan 10, 1082 PP, Amsterdam, The Netherlands.

«ABN Group Company»: ABN AMRO HOLDINGS N.V. and any other company (or other entity) which is for the time being a subsidiary undertaking of ABN AMRO HOLDINGS N.V. or any fund, partnership company, syndicate or other entity whose business is managed or advised by any other ABN Group Company.

«Articles»: these articles of association as amended from time to time (and reference to an «article» shall be construed accordingly).

«Associate»: shall mean (a) the husband, wife, common law spouse, mother, father, grandmother, grandfather, brother, sister, child, step child or other lineal ancestor or descendant by blood, adoption or marriage of the relevant person; (b) any nominee for the relevant person or for any other Associate of the relevant person; (c) if the relevant person is a company, any subsidiary or holding company of the relevant person and any other subsidiary of any such holding company.

«Board»: the board of Directors of the Company as from time to time constituted.

«Clear Days»: in relation to the period of a notice that period excluding the day when the notice is given or deemed to be given and the day for which it is given or on which it is to take effect.

«Controlling Interest»: means a number of Shares conferring on its holder(s) a fifty per cent (50%) voting majority out of all voting Shares in issue at the relevant time.

«Directors»: the Directors as members of the Board for the time being of the Company.

«Group Company»: the Company and any other company (or other entity) which is for the time being a subsidiary undertaking of the Company (entreprise liée) as defined in articles 213 and following of the Law (and «Group» shall be construed accordingly).

«Holder»: in relation to Shares the person whose name is entered in the register of Shareholders as the holder of those shares.

«THE SECOND ABN AMRO LBO FUND»: a Limited Partnership governed by the laws of the United Kingdom, having its registered office at 250 Bishopsgate, London EC2M4AA, the United Kingdom.

«Individual Shareholders» means the natural persons that from time to time own Ordinary Shares of the Company
«Investor Director»: any Director of the Company appointed pursuant to article 13.7 and 13.8 «Investor Majority»: the holders of not less than one half of the total number of Preferred Shares for the relevant time being in issue.

«Issue Price»: the price per Share at which the relevant Shares are issued (being the aggregate of the amount paid up or credited as paid up in respect of the nominal value thereof and any share premium thereon).

«Law» means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended and every statutory modification or re-enactment thereof and every statutory instrument relevant thereto

«Ordinary Shares»: Ordinary Shares of one euro fifty cents (EUR 1.50) each in the capital of the Company having rights as set out in these Articles

«Permitted Transfer»: the transfer of a share as permitted under article 9.

«Preferred Shares» means the preferred Shares of one euro fifty cents (EUR 1.50) each in the capital of the Company having rights as set out in these Articles

«Registered Office»: the registered office of the Company for the time being.

«Secretary»: the secretary of the Company or any other person appointed to perform the duties of the secretary of the Company.

«Shareholder»: any holder for the time being of shares in the capital of the Company of whatever class.

«Shares»: (unless the context does not so admit) shares in the capital of the Company (of whatever class).

Sixth resolution

The Shareholders Meeting resolves to approve the resignation of Mr Ferdinando Gelosa as director of the Company with effect as from November 26, 2003, to reappoint Mr Dirk Cornelis Oppelaar and Mr Simon Tuttle as directors of the Company and to appoint

- Mr Antonio Corbani, Managing Director, born on 24 June 1960 in Busto Arsizio (VA) (Italy), residing at ABN AMRO CAPITAL S.p.A., Via Meravigli, 7, 20121 Milano (Italy);

- Mr Maurizio Ferrari, Chief Executive Officer, born on 4 December 1948 in Milano, residing at Via del Lavoro, 8, 31033 Castelfranco Veneto (Italy); and

- Mr Hervé Claquin, Chief Executive Officer, born on 24 March 1949 in Paris (16^{ème}) (France), residing at ABN AMRO CAPITAL S.A., 23, rue Balzac, 75008 Paris (France),

as directors of the Company, Mr Simon Tuttle and Mr Antonio Corbani being the Investor Directors, each time for a period expiring at the Annual General Meeting to be held in 2004.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 4.45 p.m.

Expenses

Considering that the present contribution in kind results in PROSECCO LIMITED contributing all its assets and liabilities to the Company, the latter refers to article 4-1 of the law of 29 December 1971 which provides for an exemption from capital duty in such case.

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at seven thousand five hundred euros (EUR 7,500.-).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt six novembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société GLOBAL GARDEN PRODUCTS HOLDING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte notarié du notaire soussigné en date du 15 octobre 2003, non encore publié au Mémorial, en cours d'inscription au Registre de commerce et des sociétés. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis cette date.

L'Assemblée est ouverte à 16.00 heures sous la présidence de Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, juriste, demeurant à B-Nothomb.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Maître Manfred Muller, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

les résolutions suivantes:

1. Réduction de la valeur nominale des trois cent dix (310) actions existantes de cent euros (EUR 100,-) chacune à un euro cinquante cents (EUR 1,50) chacune, conversion de ces trois cents dix (310) actions existantes en vingt mille six cent soixante-six (20.666) Actions Ordinaires, ayant les droits et privilèges y attachés suivant refonte des statuts, et allocation d'un euro (EUR 1,-) à la réserve légale.

2. Augmentation du capital social d'un montant de vingt-deux millions cinq cent soixante-trois mille sept cent soixante-douze euros et cinquante cents (EUR 22.563.772,50) pour le porter de son montant de trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 30.999,-) à vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt quatorze mille sept cent soixante-onze euros et cinquante cents (EUR 22.594.771,50).

3. Émission de huit millions deux mille cinq cent quinze (8.002.515) nouvelles Actions Ordinaires et de sept millions quarante mille (7.040.000) nouvelles Actions Préférentielles avec une valeur nominale de un euro cinquante cents (EUR 1,50) chacune, ayant les droits et privilèges y attachés suivant refonte des statuts.

4. Acceptation de la souscription de ces huit millions deux mille cinq cent quinze (8.002.515) nouvelles Actions Ordinaires et des sept millions quarante mille (7.040.000) nouvelles Actions Préférentielles, avec paiement d'une prime d'émission, par PROSECCO LIMITED, une société régie par les lois du Gibraltar, avec siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles actions par un apport en nature.

5. Approbation du rachat par la Société de soixante-six (66) de ses propres Actions Ordinaires.

6. Réduction du capital social d'un montant de quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 99,-) et annulation de soixante-six (66) de ses propres Actions Ordinaires.

7. Refonte totale des statuts de la Société, laquelle consistera entre autres à renommer la Société en GLOBAL GARDEN PRODUCTS LUXEMBOURG S.A., à adopter l'objet social suivant:

«La Société a pour objet la prise, la détention et la cession de participations directes et indirectes de quelque nature qu'elles soient dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ou dans d'autres entités ainsi que la propriété, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ses portefeuilles et en outre l'octroi de prêts à des sociétés affiliées au groupe.

La Société peut notamment:

- acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement et disposer par voie de vente, d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, obligations bancaires, certificats de dépôts et autres titres de créances et plus généralement tous titres et instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient,

- exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers,
- grever son patrimoine de privilèges,
- effectuer des dépôts auprès de banques ou d'autres dépositaires,
- lever des capitaux, entre autres par la réception de prêts, ou autrement émettre des obligations et obligations bancaires,
- effectuer des prêts à des sociétés affiliées au groupe.

L'énumération ci-dessus est exemplative et non exhaustive.

La Société peut accomplir toutes opérations, qu'elles soient commerciales ou financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet à l'exclusion de toute activité réservée à des banques.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.»

et à créer un capital autorisé avec la possibilité pour le Conseil d'Administration de supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel dans le cas de l'émission d'actions dans le cadre du capital autorisé.

8. Approbation de la résignation de Monsieur Ferdinando Gelosa comme administrateur de la Société avec effet au 26 novembre 2003, réélection de Monsieur Dirk Cornelis Oppelaar et de Monsieur Simon Tuttle comme administrateurs de la Société et nomination avec effet immédiat de

- M. Antonio Corbani, Managing Director, né le 24 juin 1960 à Busto Arsizio (VA) (Italie), résidant à ABN AMRO CAPITAL S.p.A., Via Meravigli, 7, 20121 Milan (Italie);

- M. Maurizio Ferrari, Chief Executive Officer, né le 4 décembre 1948 à Milan (Italie), résidant à Via del Lavoro, 8, 31033 Castelfranco Veneto (TV) (Italie); et

- M. Hervé Claquin, Chief Executive Officer, né le 24 mars 1949 à Paris (16ème) (France), résidant à ABN AMRO CAPITAL S.A., 23, rue Balzac, 75008 Paris (France),

comme administrateurs de la Société, Monsieur Simon Tuttle et Monsieur Antonio Corbani étant les Administrateurs Investisseurs, chaque fois pour une période prenant fin à l'Assemblée Générale Annuelle se tenant en 2004.

9. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

(v) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée des actionnaires décide de réduire la valeur nominale des trois cents dix (310) actions existantes de cent euros (EUR 100,-) à un euro cinquante cents (EUR 1,50) chacune, de convertir ces trois cent dix (310) actions existantes en vingt mille six cent soixante-six (20.666) Actions Ordinaires, ayant les droits et privilèges y attachés suivant refonte des statuts en réduisant le capital social d'un euro (EUR 1,-) à trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 30.999,-) et d'allouer un euro (EUR 1,-) à la réserve légale.

Deuxième résolution

L'Assemblée des actionnaires décide d'augmenter le capital social d'un montant de vingt-deux millions cinq cent soixante-trois mille sept cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 22.563.772,50) pour le porter de son montant de trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 30.999,-) à vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent soixante et onze euros et cinquante cents (EUR 22.594.771,50).

Troisième résolution

L'Assemblée des actionnaires décide d'émettre huit millions deux mille cinq cent quinze (8.002.515) nouvelles Actions Ordinaires et sept millions quarante mille (7.040.000) nouvelles Actions Préférentielles avec une valeur nominale de un euro cinquante cents (EUR 1,50) chacune, ayant les droits et privilèges y attachés suivant refonte des statuts.

Souscription - Paiement

Ensuite Maître Laurent Schummer prénommé, se présente, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de PROSECCO LIMITED, une société régie par les lois du Gibraltar, avec siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, en vertu de la même procuration mentionnée ci-dessus.

Le comparant déclare souscrire au nom et pour le compte de PROSECCO LIMITED au nombre et à la catégorie d'actions mentionnés ci-dessous et de libérer intégralement ces nouvelles actions par apport en nature consistant en tous les actifs et passifs de PROSECCO LIMITED (l'«Apport»), pour les montants mentionnés ci-dessous:

Actionnaire	capital souscrit et libéré (EUR)	nombre d'actions et catégorie d'actions	prime d'émission (EUR)
PROSECCO LIMITED	22.563.772,50	8.002.515 Actions Ordinaires	165.467.665,-
		7.040.000 Actions Préférentielles	

L'Apport représente ainsi un apport net d'un montant total de cent quatre-vingt-huit millions trente et un mille quatre cent trente-sept euros et cinquante cents (EUR 188.031.437,50).

Le souscripteur agissant par le biais de son mandataire déclare encore qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

La preuve de la propriété par le souscripteur de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Le souscripteur agissant par le biais de son mandataire déclare qu'un rapport a été préparé par BILLON & ASSOCIES, 398, route d'Esch, L-1025 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg réviseur d'entreprises, et a été signé par M. Dominique Robyns le 26 novembre 2003, dans lequel l'Apport ainsi fait est décrit et évalué.

Le comparant présente ce rapport lequel contient les conclusions suivantes:

«Sur base du travail effectué tel que décrit à la section 4 du présent rapport, notre attention n'a été attirée par aucun élément qui nous inciterait à considérer que la valeur de l'apport en nature par PROSECCO de l'ensemble de ses actifs et passifs n'est pas au minimum égale à 7.040.000 nouvelles actions de préférence et 8.002.515 nouvelles actions ordinaires, ces actions (tant de préférence qu'ordinaires) devant être émises pour un montant de EUR 22.563.772,50 (les actions ayant une valeur nominale de EUR 1,50 chacune) et une prime d'émission d'un montant de EUR 165.467.665,- pour un montant total de EUR 188.031.437,50».

Ce rapport restera annexé au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

Ensuite, l'Assemblée des actionnaires décide d'accepter ladite souscription et ledit paiement par le souscripteur et d'émettre les huit millions deux mille cinq cent quinze (8.002.515) nouvelles Actions Ordinaires et les sept millions quarante mille (7.040.000) nouvelles Actions Préférentielles à PROSECCO LIMITED ainsi que mentionné ci-dessus.

Quatrième résolution

L'Assemblée des actionnaires décide d'approuver le rachat de soixante-six (66) de ses Actions Ordinaires à la valeur nominale par la Société, détenues par le souscripteur et maintenant apportées à la Société. En conséquence, l'Assemblée Générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 99,-) de manière à le réduire à vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille six cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 22.594.672,50) par annulation de soixante-six (66) de ses Actions Ordinaires.

Cinquième résolution

Sur base du rapport adopté par le conseil d'administration en vue de la création d'un capital autorisé, une copie duquel restera annexé au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps, l'Assemblée des actionnaires décide de complètement refondre les statuts de la Société, laquelle refonte, à côté des modifications au capital social mentionnées ci-dessus, devra consister inter alia en la renomination de la Société, en la modification de l'objet social et en la création d'un capital autorisé avec la possibilité pour le Conseil d'administration de supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel dans le cas de l'émission d'actions dans le cadre du capital autorisé.

En conséquence, les statuts auront dorénavant la teneur suivante:

Chapitre 1^{er}.- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée**Art. 1^{er}. Forme, Dénomination**

Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des Actions une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents Statuts (la «Société»).

La Société adopte la dénomination GLOBAL GARDEN PRODUCTS LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Siège social

Le siège social de la Société sera établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise.

Art. 3. Objet

La Société a pour objet la prise, la détention et la cession de participations directes et indirectes de quelque nature qu'elles soient dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ou dans d'autres entités ainsi que la proprié-

té, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ses portefeuilles et en outre l'octroi de prêts à des sociétés affiliées au groupe.

La Société peut notamment:

- acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement et disposer par voie de vente, d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, obligations bancaires, certificats de dépôts et autres titres de créances et plus généralement tous titres et instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient,
 - exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers,
 - grever son patrimoine de privilèges,
 - effectuer des dépôts auprès de banques ou d'autres dépositaires,
 - lever des capitaux, entre autres par la réception de prêts, ou autrement émettre des obligations et obligations bancaires,
 - effectuer des prêts à des sociétés affiliées au groupe.
- L'énumération ci-dessus est exemplative et non exhaustive.

La Société peut accomplir toutes opérations, qu'elles soient commerciales ou financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet à l'exclusion de toute activité réservée à des banques.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des présent Statuts.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital social

La Société a un capital souscrit et libéré de vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille six cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 22.594.672,50), divisé en huit millions vingt-trois mille cent quinze (8.023.115) Actions Ordinaires, ayant chacune une valeur nominale d'un euro cinquante cents (EUR 1,50) et sept millions quarante mille (7.040.000) Actions Préférentielles ayant chacune une valeur nominale d'un euro cinquante cents (EUR 1,50).

Le capital autorisé de la Société est fixé à vingt-trois millions deux cent deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros et cinquante cents (EUR 23.202.997,50), représenté par huit millions quatre cent vingt-huit mille six cent soixante-cinq (8.428.665) Actions Ordinaires, ayant chacune une valeur nominale d'un euro cinquante cents (EUR 1,50) et par sept millions quarante mille (7.040.000) Actions Préférentielles, ayant chacune une valeur nominale d'un euro cinquante cents (EUR 1,50).

Le Conseil d'Administration est autorisé à et a pleins pouvoirs pour:

- réaliser toute augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'Actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces ou d'apports en nature, par transformation de créances ou de toute autre manière, y compris le résultat de l'exercice des droits de souscription et/ou de conversion accordés par le Conseil suivant les conditions relatifs aux certificats d'option (qui peuvent être détachés ou attachés à des Actions, obligations, obligations bancaires ou instruments similaires), obligations convertibles ou instruments similaires, émis de temps en temps par le Conseil et donnant droit à des Actions dans les limites du capital autorisé;
- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le Prix d'Émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des Actions nouvelles; et
- supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des Actionnaires dans le cas d'émission d'Actions ou de Certificats d'Option (qui peuvent être détachés ou attachés aux Actions, obligations, obligations bancaires ou instruments similaires), obligations convertibles ou des instruments similaires contre apports en espèces.

Cette autorisation est valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte de constitution de la Société au Mémorial et peut être renouvelée par l'assemblée générale des Actionnaires pour les Actions du capital autorisé qui jusqu'alors n'ont pas été émis par le Conseil.

Après chaque augmentation de capital, effectuée et dûment documentée dans la forme prévue par la loi, le présent article 5 sera modifié de telle manière qu'il reflète l'augmentation actuelle; il sera pris acte de cette modification sous forme notariée par le Conseil ou par une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil ou à laquelle le Conseil a donné pleins pouvoirs à cet effet.

Le capital autorisé et/ou le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant de la manière requise par les lois luxembourgeoises pour la modification de ces Statuts.

Art. 6. Forme des Actions

Les Actions seront uniquement des actions nominatives. Des certificats reflétant les inscriptions dans le Registre des Actionnaires peuvent être délivrés aux Actionnaires.

La Société peut émettre des certificats d'actions multiples.

Art. 7. Droits de Vote

Les Actions Ordinaires et les Actions Préférentielles respectivement donnent à chacun de leur Détenteurs (en cette qualité) le droit de recevoir des convocations et d'assister, de parler et de voter à chaque assemblée générale de la Société et d'exprimer, sous quelque forme que ce soit, un vote par Action.

Art. 8. Transferts d'actions - Dispositions générales

8.1. Le registre des Actionnaires qui peut être examiné par tout Actionnaire sera tenu au Siège Social. Le Registre contient la désignation précise de chaque Actionnaire et l'indication du nombre d'Actions détenues, l'indication des montants libérés par les Actions ainsi que les transferts d'Actions et les dates de ces transferts.

Chaque Actionnaire notifiera son adresse et chaque changement de son adresse par lettre recommandée à la Société. Pour les besoins de l'envoi de convocations, ou afin d'effectuer des paiements de dividendes ou d'autres distributions à un Actionnaire, la Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

La preuve de la propriété de l'Action nominative résulte des inscriptions au registre des Actionnaires.

Tous les transferts d'Actions seront inscrits au registre des Actionnaires, soit après une notification suivant les règles sur le transfert des créances prévues à l'article 1690 du Code civil, soit par déclaration de transfert inscrite dans le Registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s), à condition que dans ce dernier cas le Conseil reçoive deux (2) jours ouvrables au préalable une notification écrite de l'intention du cédant et du cessionnaire d'inscrire une telle déclaration de transfert dans le registre des Actionnaires. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des Actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

Aucun transfert d'Actions en contravention aux présents Statuts ne peut être valablement inscrit au Registre des Actionnaires. Une telle inscription peut être refusé ou opposé par le Conseil, et, si elle a été faite sans le consentement du Conseil quel qu'en soit la forme ou le moyen, sera nul et non avenue.

8.2. Le Conseil peut refuser l'enregistrement du transfert de toute Action (y compris par le cédant et le cessionnaire ou par leurs représentant(s) dûment autorisés):

8.2.1. sauf si:

(a) le certificat relatif aux Actions auxquelles il se rapporte (s'il en existe un) est déposé au Siège Social ou à tel autre endroit à Luxembourg que le Conseil peut déterminer et est accompagné par de telles preuves que le Conseil peut raisonnablement demander afin de mettre en évidence le droit du cédant d'opérer le transfert;

(b) elle se rapporte uniquement à une catégorie d'Actions; et

(c) elle est en faveur de quatre cessionnaires au plus;

8.2.2. à une personne physique qui n'a pas (ou dont le Conseil pense qu'elle n'a pas) la capacité juridique de disposer librement d'une Action sans permission, entrave ou autorisation judiciaire;

8.2.3. sauf si le transfert des Actions est effectué en relation avec la réalisation valable d'un gage sur les Actions dûment enregistré en vertu des articles 116 à 118 du Code Commercial luxembourgeois ou en relation avec une réalisation valable de toute autre charge dûment enregistrée grevant les Actions;

8.3. Le Conseil refusera en outre d'enregistrer le transfert de toute Action à moins qu'il ne soit persuadé qu'un tel transfert constitue soit:

8.3.1 un transfert autorisé en vertu de l'article 9 (un «Transfert Autorisé»); ou

8.3.2 un transfert effectué conformément à et autorisé en vertu de l'article 10; ou

8.3.3 un transfert effectué conformément à l'article 12;

et cumulativement aux sections 8.3.1 à 8.3.3, ne constitue pas une violation d'un contrat entre la Société et tous ses Actionnaires ou quelques-uns parmi eux (c'est-à-dire un contrat supplémentaire aux présents Statuts).

8.4. Si, en relation avec le transfert d'une Action, le cédant de celle-ci est partie à un contrat entre la Société et tous ses Actionnaires ou quelques-uns parmi eux (c'est-à-dire un contrat supplémentaire aux présents Statuts) ou dans le cas d'une attribution d'une Action nouvelle à une personne qui n'est pas un Actionnaire, le Conseil exigera du cessionnaire ou de l'attributaire d'une telle Action (selon le cas) la signature d'une déclaration écrite (dans la forme prescrite par le contrat) de soumission aux stipulations de ce contrat; et le Conseil peut refuser l'enregistrement du transfert ou de l'attribution de cette Action à moins que et jusqu'à ce que le cessionnaire ait signé une telle déclaration écrite.

Art. 9. Transferts d'actions autorisés

9.1. Un Actionnaire sera autorisé à transférer son/ses Action(s):

9.1.1. si l'Actionnaire est une société, à toute société de participation ou société filiale de cet Actionnaire ou à toute autre société filiale d'une telle société de participation de l'Actionnaire; ou

9.1.2. si l'Actionnaire est une personne physique, à un Membre; ou

9.1.3. si l'Actionnaire est soit une personne dont l'occupation principale consiste en effectuer, gérer ou conseiller sur des investissements, ou un de ses mandataires (un «Investisseur») ou un fonds, une association ou un syndicat ou autre entité dont les affaires sont gérées ou conseillées par un Investisseur ou un mandataire d'une personne telle que prémentionnée, à tout souscripteur de parts, associé ou actionnaire dans un tel fonds, une telle association ou autre entité dont les affaires sont gérées ou conseillées par l'Investisseur (ou, si tel est le cas, par un de leurs mandataires); ou

9.1.4. à une tierce partie en vertu des dispositions de l'article 12, à condition que les dispositions de l'article 12 ont été respectées préalablement au transfert ou en même temps que celui-ci; ou

9.1.5. avec le consentement écrit préalable des détenteurs d'au moins cinquante pour cent (50%) (en nombre) du nombre total des Actions émises au moment en question; ou

9.1.6. si l'Actionnaire est une Société du Groupe ABN, à toute autre Société du Groupe ABN.

9.2. Aucun Actionnaire ne peut transférer ou autrement disposer d'une Action ou d'un bénéfice s'y rapportant à un moment auquel celle-ci fait l'objet d'une Déclaration de Transfert (telle que définie à l'article 10.2) ou par une Déclaration Obligatoire de Transfert (telle que définie à l'article 10.4).

Art. 10. Transferts d'Actions: dispositions relatives à la préemption

10.1 Excepté le cas d'un Transfert Autorisé, le droit de transférer ou d'autrement disposer d'une Action ou d'un bénéfice attaché à ou d'un droit dans ou trouvant son origine dans une Action sera soumis aux dispositions de préemption suivantes.

10.2 Excepté le cas d'un Transfert Autorisé, la personne qui se propose de transférer ou autrement disposer d'une Action ou d'un bénéfice attaché à ou d'un droit dans ou trouvant son origine dans une Action (le «Cédant») donnera avis écrit (un «Avis de Transfert») à la Société en précisant les Actions, bénéfices et/ou droits que le cédant entend céder. Le Cédant transmettra et déposera simultanément à l'envoi d'un Avis de Transfert le(s) certificat(s) (s'il y en a) relatifs aux Actions concernées à la Société.

10.3 En dépit de la précision dans un Avis de Transfert que le Cédant entend disposer uniquement d'un bénéfice attaché aux ou d'un droit dans ou trouvant son origine dans les Actions auxquelles les présentes font référence, l'Avis de Transfert désignera de façon inconditionnelle (nonobstant toute disposition contraire dans l'Avis de Transfert) la Société comme mandataire du Cédant en relation avec la vente des Actions ci-mentionnées (les «Actions à Vendre») aux Prix de Vente mentionné ci-après conformément aux dispositions du présent article. Un Avis de Transfert sera révocable uniquement avec le consentement du Conseil.

10.4 Excepté le cas où un Avis de Transfert qu'un Actionnaire doit donner ou est censé avoir donné en vertu de l'article 11 (un «Avis Obligatoire de Transfert»), un Avis de Transfert peut contenir une condition (une «Condition de Transfert Total») prévoyant que si toutes les Actions à Vendre (de quelque catégorie que se soit) ne sont pas vendues à des Actionnaires, aucune d'entre elles ne sera ainsi vendue.

10.5 Excepté le cas d'un Avis Obligatoire de Transfert, l'Avis de Transfert peut contenir, en plus des précisions quant aux Actions à Vendre:

10.5.1. (si applicable) le nom ou les noms d'une personne ou de personnes (une telle personne ou de telles personnes seront désignées ci-après comme «Cessionnaire Proposé») auxquelles les Actions à Vendre (ou un bénéfice ou un droit qui en résulte) sont proposées à être transférées au cas où les Actions à Vendre ne sont pas acquises par des Actionnaires; et

10.5.2. l'entièreté de la contrepartie par Action pour laquelle un/de tel(s) transfert(s) sera/seront effectué(s) (et, si une des contreparties visées ne consiste pas en un prix en argent exprimé en euros, un montant par action qui est ainsi exprimé et qui correspond à l'entièreté de la contrepartie).

Si tel est le cas, à condition que le Conseil soit raisonnablement convaincu (et aura à cette fin reçu telle preuve qu'il pourra raisonnablement exiger) que la contrepartie ainsi déclarée est une contrepartie «bona fide» convenue entre le Cédant et le Cessionnaire Proposée aux conditions normales du marché et de bonne foi, une telle contrepartie consistera en le Prix de Vente et la période prescrite (telle que) commencera à la date de l'envoi de l'Avis de Transfert et expirera 60 jours après cette date.

10.6. Au cas où un Avis de Transfert Obligatoire ou un Avis de Transfert ne mentionnent pas les précisions supplémentaires visées à l'article 10.5 ci-dessus en relation à la contrepartie ou quand le Conseil n'est pas convaincu que la considération déclarée représente une considération de bonne foi suivant la terminologie de l'article 10.5:

10.6.1. si endéans un délai de 30 jours au plus à partir de la date à laquelle l'Avis de Transfert a été envoyé ou est censé avoir été envoyé (ou endéans un délai plus long (s'il en existe un) que le Conseil peut, avant l'expiration d'un tel délai de 30 jours, déterminer dans ce contexte, un tel délai plus long ne pouvant excéder 12 mois), le Cédant et le Conseil auront convenu d'un prix par Action jugé représentatif de la valeur équitable des Actions à Vendre ou acceptable pour le Cédant sans excéder la valeur équitable des Actions à Vendre, un tel prix constituera le Prix de Vente et le délai prescrit commencera à courir à la date à laquelle un tel contrat est conclu et expirera 60 jours après; ou

10.6.2. si une telle convention fait défaut, le Conseil, après expiration de 30 jours (ou d'un délai plus long (s'il en existe un) qui, comme mentionné ci-avant, n'excède pas 12 mois) prenant cours à la date à laquelle l'Avis de Transfert a été envoyé ou est censé avoir été envoyé, donnera instruction aux commissaires de la Société actuellement en fonction (ou, dans des circonstances où les commissaires aux comptes de la Société refusent d'agir, une autre entreprise de comptables désignée par le Conseil) de déterminer et de communiquer au Conseil la somme par Action qu'ils considèrent être la valeur équitable des Actions à Vendre et la somme par Action ainsi déterminée et communiquée constituera le Prix de Vente et le délai prescrit commencera à la date à laquelle les commissaires ainsi déterminent et communiquent et expirera 60 jours après.

10.7. Pour les besoins de l'article 10.6, les commissaires agiront comme experts et non comme arbitres et (sauf erreur manifeste uniquement) leur détermination sera finale et liera la Société et tous les Actionnaires. Les coûts et dépenses des commissaires en relation avec l'élaboration de leur détermination seront supportés par la Société, à moins que le Prix de Vente ainsi déterminé équivaut, ou correspond substantiellement, à celui qui a (le cas échéant) été notifié par le Conseil au Cédant comme étant, dans leur opinion, le Prix de Vente, dans lequel cas de tels coûts et de telles dépenses seront supportés par le Cédant. Pour les besoins de l'article 10.6 et du présent article, la valeur équitable des Actions à Vendre correspondra à la valeur du marché de celles-ci à la date de l'envoi ou à la date présumée de l'envoi (selon le cas) de l'Avis de Transfert ou de l'Avis Obligatoire de Transfert en question comme convenu entre un acheteur volontaire et un vendeur volontaire aux conditions normales du marché pour l'ensemble du capital social émis de la Société, une telle somme étant divisée par le nombre d'Actions émises et ceci sans tenir compte de restrictions de transfert (et les commissaires recevront des instructions en conséquence).

10.8. Des Actions à Vendre seront offertes à tous les Actionnaires de la Société qui au moment en question sont des détenteurs d'Actions Préférentielles ou d'Actions Ordinaires, mais de façon à ce que:

10.8.1. si et dans la mesure où les Actions à Vendre sont des Actions Préférentielles, les Détenteurs actuels d'Actions Préférentielles (autre que le Cédant ou tout Associé du Cédant) auront, quant à leur achat, un droit préférentiel par rapport aux Détenteurs d'Actions Ordinaires; ou

10.8.2. si et dans la mesure où les Actions à Vendre sont des Actions Ordinaires, les Détenteurs actuels d'Actions Ordinaires (autre que le Cédant ou tout Associé du Cédant) auront, quant à leur achat, un droit préférentiel par rapport aux Détenteurs d'Actions Préférentielles;

à condition que les Actions à Vendre peuvent également être offertes à telle(s) personne(s) (s'il en existe) que le Conseil juge approprié («Autres Candidats Désignés») et à condition qu'une telle offre est faite sous la condition que de telles Actions à Vendre peuvent uniquement être achetées par une/de telle(s) personne(s), si et dans la mesure où de telles Actions ne sont pas acquis par des Actionnaires à la suite d'offres telles que visées aux articles 10.8.1. et 10.8.2.

10.9. La Société n'est pas obligée à offrir et n'offrira pas des Actions à Vendre au Cédant, à un Associé du Cédant ou à toute autre personne qui demeure Actionnaire, mais qui est présumé avoir envoyé un Avis Obligatoire de Transfert au jour ou avant la date à laquelle des offres comme celles mentionnées à l'article 10.8 ont été faites. En outre, si pendant la période entre la date à laquelle une telle offre est faite et (à la suite de l'acceptation d'une telle offre par un Actionnaire) celle à laquelle la vente d'Actions à Vendre à un tel Actionnaire est parfaite, un tel Actionnaire est présumé avoir envoyé un Avis Obligatoire de Transfert, un tel Actionnaire est présumé ne pas avoir accepté une telle offre et les Actions à Vendre concernées seront offertes une nouvelle fois à la vente (au même Prix de Vente et comme si ce prix avait été déterminé à la date à laquelle l'Avis Obligatoire de Transfert est présumé avoir été envoyé).

10.10. Une telle offre, que la Société est obligée à faire en vertu de l'article 10.8, doit prévoir un délai (qui n'est ni inférieur à 14 jours ni (sauf si un Investisseur Majoritaire consent ou instruit d'une manière différente) supérieur à 21 jours), après que cette offre est faite, endéans une telle offre doit être acceptée ou qui, à défaut d'acceptation, expire. Si des acceptations ont été reçues à la suite d'une telle offre pour un nombre total d'Actions supérieur au nombre de celles offertes, le nombre d'Actions à Vendre sera attribué suivant la catégorie des Actions à Vendre selon l'ordre de priorité suivant:

(a) si les Actions à Vendre sont des Actions Préférentielles, d'abord aux autres Détenteurs d'Actions Préférentielles, puis aux Détenteurs d'Actions Ordinaires et finalement aux Autre Candidats Désignés (s'il en existent); ou

(b) si les Actions à Vendre sont des Actions Ordinaires, d'abord aux autres Détenteurs d'Actions Ordinaires, puis aux Détenteurs d'Actions Préférentielles et finalement aux Autre Candidats Désignés (s'il en existent).

10.11. Si, en vertu de l'application des dispositions de l'article 10.10, des acceptations ont été reçues par une catégorie y visée pour un nombre total d'Actions qui est supérieur à celui offert, le nombre d'Actions à Vendre sera attribué à ceux qui les ont acceptés dans des proportions qui correspondent au nombre d'Actions de la catégorie concernée tenues par chaque acceptant (ou, s'il s'agit d'Autres Candidats Désignés, selon l'ordre que le Conseil déterminera), à condition qu'aucun acceptant ne sera obligé à acquérir plus d'Actions à Vendre que le nombre par lui sollicité et de manière à ce que les dispositions du présent article 10.10. continuent à s'appliquer mutatis mutandis jusqu'à ce que toutes les Actions qu'un de ces acceptants aurait acquis sur base du système proportionnel décrit ci-dessus ont été attribuées en conséquence.

10.12. Si un Avis de Transfert contient valablement une Condition de Transfert Total, une offre telle que décrite ci-avant sera conditionnelle jusqu'à ce que cette condition soit remplie et aucune acceptation d'une offre d'Actions à Vendre devient effective avant qu'une telle condition ne soit remplie. A l'exception de ce qui précède, une telle offre que la Société est obligée à faire en vertu de l'article 10.8 sera inconditionnelle.

10.13. Si la Société, avant que le délai prescrit soit expiré, se trouve, en vertu des dispositions précédentes du présent article 10, en présence d'Actionnaires ou d'Autres Candidats Désignés («Cessionnaires Approuvés») achetant quelques-unes ou (si une Condition de Transfert Total est d'application) toutes les Actions à Vendre, elle en avise sans retard par écrit le Cédant et les Cessionnaires Approuvés. Chacun de ces avis contient le nom et l'adresse de chacun des Cessionnaires Approuvés et le nombre d'Actions à Vendre dont l'achat par lui a été convenu et précise un endroit et une date (qui ne peut se situer moins que trois jours avant ni plus que 10 jours après la date de cet avis) à laquelle la vente et l'achat seront parfaits. Jusqu'à l'envoi par la Société d'un de ces avis tel que précisé ci-avant, le Cédant sera obligé inconditionnellement (l'unique condition étant le paiement régulier du Prix de Vente) à accomplir la vente des Actions à Vendre auxquelles cet avis se rapporte conformément à son contenu.

10.14. Si un Cédant (à l'exception de la raison seulement qu'un Cessionnaire Approuvé ne paye pas régulièrement le Prix de Vente) ne transfère pas de manière régulière (ou n'achève pas le transfert de) une Action à Vendre à un Cessionnaire Approuvé dans des circonstances auxquelles l'article 10.13 s'applique, le Conseil aura le droit et le devoir d'autoriser et d'instruire une personne à accomplir et à effectuer en son nom le transfert requis et la Société peut recevoir la somme d'argent pour l'achat en tant que fiduciaire pour le Cédant et (nonobstant (si tel est le cas) le fait que le Cédant n'a pas délivré le/les certificat(s) d'actions)) aura comme conséquence que le Cessionnaire Approuvé sera (sauf s'il les obtient) enregistré comme Détenteur de ces Actions. La preuve de la réception par la Société des sommes d'argent pour l'achat constitue un acquit valable pour le Cessionnaire Approuvé (qui ne sera pas obligé à participer aux réclamations y relatives) et après que le Cessionnaire Approuvé a été enregistré à la suite du prétendu exercice des pouvoirs prémentionnés, personne ne mettra en doute la validité des procédures.

10.15. Si après l'envoi d'un Avis de Transfert ou d'un Avis Obligatoire de Transfert, selon le cas, la Société ne se trouve pas, avant l'expiration du délai prescrit, en présence de Cessionnaires Approuvés ayant la volonté d'acheter quelques-unes, ou, si l'Avis de Transfert en question contient de manière valable une Condition de Transfert Total, toutes les Actions à Vendre, elle va en donner, aussitôt que possible à la suite de l'expiration, avis écrit au Cédant et le Cédant, à tout moment après jusqu'à l'expiration d'un délai de 60 jours à partir de la date de cet avis, sera libre (sous réserve de ce qui est prévu ci-dessous) à transférer celles des Actions à Vendre qui n'ont pas été acquies par les Cessionnaires Approuvés ou bien toutes les Actions à Vendre (le cas échéant) au Cessionnaire Proposé ou, si l'Avis de Transfert n'a pas précisé un Cessionnaire Proposé (y compris, afin d'écarter tout doute, dans le cas d'un Avis Obligatoire de Transfert), à toute personne par moyen d'une vente de bonne foi à un prix qui ne peut être inférieur au Prix de Vente. Le Conseil peut exiger du Cédant de leur fournir la preuve (à leur conviction raisonnable) que ces Actions seront transférées dans le cadre d'une vente de bonne foi pour la contrepartie mentionnée dans l'Avis de Transfert sans déduction, rabais, bonification ou condition favorable de quelque nature que ce soit en faveur de leur acheteur et s'il n'a pas été satisfait, il peut refuser d'enregistrer l'instrument documentant le transfert.

10.16. Toute Action qui doit être transférée par un Cédant à un Cessionnaire Approuvé en vertu du présent article sera transférée libre de toute hypothèque, toute charge, tout privilège, toute option ou tout autre grèvement et ensemble avec le bénéfice de tous les droits et autorisations y attachés et si, en déterminant le Prix de Vente, un droit à un dividende, qui a été payé en avance à la date auquel le transfert est enregistré, est pris en compte, le Cédant sera tenu de comptabiliser ce montant en faveur du Cessionnaire Approuvé (et le Cessionnaire Approuvé peut, au moment où il paye cette Action, déduire ce montant du Prix de Vente payable).

Art. 11. Transferts d'Actions: Avis obligatoire de transfert

11.1 Si une personne entend transférer ou autrement disposer d'une Action ou d'un bénéfice ou d'un droit trouvant son origine dans une Action d'une manière différente que celle permise par les articles 8 à 10 ou autrement en conformité avec les dispositions des présents Statuts, une telle personne et un Associé d'une telle personne qui est un Actionnaire sera, sauf si et dans la mesure où (si applicable) le Conseil décide différemment de bonne foi et au moment approprié, présumé d'avoir donné, au moment auquel le Conseil envoie un avis à cette personne déclarant qu'il a eu connaissance du transfert projeté ou de l'autre disposition (ou à la date (s'il en existe une) précisée dans cet avis), un Avis de Transfert concernant toutes les Actions qu'une telle personne et un tel autre Associé détient à ce moment là (l'«Avis Obligatoire de Transfert»).

11.2 Chaque fois qu'un Avis Obligatoire de Transfert est censé avoir été donné par un Actionnaire, cet Actionnaire, sur demande de la Société, transmettra et déposera à la Société les certificat(s) (s'il en existent) se rapportant aux Actions en question.

11.3 Afin d'assurer qu'un transfert d'Actions est un Transfert Autorisé ou qu'aucune circonstance ne s'est manifestée qui aurait rendu nécessaire un Avis de Transfert ou pourrait être réputé avoir été donné en vertu d'une disposition des présents Statuts, le Conseil peut de temps en temps exiger d'un Actionnaire ou d'une personne désignée comme Cessionnaire dans le cadre d'un transfert déposé en vue de son enregistrement ou d'une personne qui a été, est ou peut être un Associé d'une personne prémentionnée, qu'il/elle transmettra à la Société telle information et preuve que le Conseil juge appropriées en relation avec un sujet qu'il estime utile à cet effet.

Si une telle information ou preuve fait apparaître qu'un Avis de Transfert aurait dû être donné en relation avec des Actions, le Conseil peut, par avis écrit, stipuler qu'un Avis Obligatoire de Transfert sera, à partir de la date de cet avis ou à partir d'une date future qui y est précisée, présumé avoir été donné par les Détenteurs de ces Actions et/ou leurs Associés en ce qui concerne quelques-unes ou toutes les Actions. Si une telle information ou preuve n'est pas fournie à la satisfaction raisonnable du Conseil endéans un délai raisonnable après demande, le Conseil sera autorisé à refuser d'enregistrer le transfert en question ou, si aucun transfert n'est projeté, à demander moyennant avis écrit adressé au(x) Détenteur(s) des Actions concernées qu'un Avis de Transfert se rapportant à toutes ces Actions soit donné (et un tel avis peut stipuler que, si un Avis de Transfert n'est pas donné endéans un délai spécifique, un Avis Obligatoire de Transfert se rapportant à toutes les Actions en question sera présumé avoir été donné à l'expiration de ce délai).

Art. 12. Droit de sortie conjointe / droit de sortie totale

12.1 Si les Détenteurs d'Actions Préférentielles («Actionnaires Préférentiels Vendeurs») décident de vendre toute leur participation ou une Participation de Contrôle dans la Société à des tierces parties, ils assurent que les autres Actionnaires («Autres Actionnaires») obtiennent le droit de vendre (ci-après «Droit de Sortie Conjointe») un pourcentage de leur participation dans la Société qui correspond au pourcentage des participations dans la Société qui font objet de la vente par les Actionnaires Préférentiels Vendeurs au même prix par Action de la même catégorie, suivant les mêmes conditions et au même temps que l'achat par une tierce partie des participations qui font objet de la vente par les Actionnaires Préférentiels Vendeurs.

12.2 Les Actionnaires Préférentiels Vendeurs communiquent aux Autres Actionnaires par écrit, sans retard non nécessaire, les contrats de vente et d'achat de leur Actions, ensemble avec une copie de l'offre irrévocable de la tierce partie qui va également acquérir des Autres Actionnaires un nombre d'Actions à fixer tel que déterminé au paragraphe 12.1 ci-dessus. Au cas où une tierce partie n'aurait pas l'intention d'acheter des Actions des Autres Actionnaires, la communication contient l'offre irrévocable des Actionnaires Préférentiels Vendeurs d'acquérir les Actions des Autres Actionnaires aux mêmes conditions.

12.3 Les Autres Actionnaires doivent endéans un délai de 10 jours ouvrables à partir de la réception de la communication des Actionnaires Préférentiels Vendeurs et de l'offre d'achat telle que décrite au paragraphe 12.2 ci-dessus, communiquer aux Actionnaires Préférentiels Vendeurs leur intention de vendre leur participation dans la Société dans la mesure indiquée au paragraphe 12.1.

12.4 Excepté le cas où les Autres Actionnaires exercent leur Droit de Sortie Conjointe et si, à la demande des Actionnaires Préférentiels Vendeurs, les Actionnaires Préférentiels Vendeurs décident de vendre toutes leurs participations ou une Participation de Contrôle dans la Société à une tierce partie, les Autres Actionnaires seront obligés à vendre un pourcentage de leur participation dans la Société qui équivaut au pourcentage de la participation des Actionnaires Préférentiels Vendeurs dans la Société qui fait objet de la vente au même prix par Action de la même catégorie, aux mêmes conditions et au même temps que l'achat par la tierce partie des participations des Actionnaires Vendeurs Préférentiels qui font l'objet de la vente par les Actionnaires Vendeurs Préférentiels (ci-après «Droit de Sortie Totale»).

12.5 Les Actionnaires Vendeurs Préférentiels communiqueront aux Autres Actionnaires leur intention d'exercer le Droit de Sortie Totale simultanément à la communication en vertu du paragraphe 12.2.

12.6 Le Droit de Sortie Conjointe et le Droit de Sortie Totale ne s'appliqueront pas dans le cas d'une vente des Actions par les Actionnaires Préférentiels Vendeurs à d'autres sociétés qui font partie (ou qui feront partie au moment de la vente) du même groupe que les Actionnaires Vendeurs Préférentiels ou à d'un autre fonds d'investissement géré par une telle société, ou à une vente à des nouveaux Actionnaires dans le cadre d'une réunion en syndicat avec d'autres investisseurs institutionnels de leur participation dans la Société au moment de ou avant le deuxième anniversaire de la Société.

Chapitre III.- Conseil, Commissaire aux Comptes

13.1 La Société est administrée au minimum par cinq et au maximum par onze administrateurs (les «Administrateurs»), Actionnaires ou non. Deux Administrateurs seront nécessairement des Administrateurs Investisseurs.

13.2 Les Administrateurs seront élus par l'assemblée des Actionnaires, qui déterminera leur nombre, la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six ans et leur rémunération (s'il en existe une). La Société remboursera chaque Administrateur de toutes les dépenses (y compris, sans y être limité, les frais de déplacement) raisonnablement encourues par lui en relation avec l'accomplissement de ses fonctions comme administrateur de la Société.

13.3 Les Administrateurs forment un conseil (le «Conseil»). Le Conseil peut choisir un président parmi ses membres.

13.4 En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges au Conseil à cause du décès, de la retraite ou autrement, les Administrateurs restants ont le droit de co-opter un nouvel Administrateur à sa place, et ceci sur proposition (et uniquement si une telle proposition est prochaine) des Actionnaires qui ont proposé l'Administrateur dont le siège est vacant, et convoqueront une assemblée générale des Actionnaires en vue de la confirmation de ce nouvel Administrateur ou de la nomination d'un autre Administrateur.

13.5 Aucun Administrateur ne sera contraint à démissionner de son poste d'Administrateur et aucune personne ne sera inéligible à la nomination en tant qu'Administrateur pour la raison d'avoir atteint un certain âge.

13.6 En outre, le poste d'un Administrateur se libère:

(a) quand il est convaincu d'un acte délictueux/criminel (autre qu'une contravention mineure au code de la route) et les Actionnaires décident que son poste sera libéré; ou

(b) dans le cas d'une personne qui est également employé de la Société ou d'une autre Société du Groupe, quand il cesse d'être un tel employé et les Actionnaires décident que son poste soit libéré; ou

(c) quand il sera légalement empêché d'être en fonction en tant qu'Administrateur; ou

(d) avec ou sans raison, par une résolution des Actionnaires décidant en conformité avec les conditions de quorum et de majorité applicables pour la modification des présents Statuts.

13.7 ABN AMRO VENTURES B.V. aura le droit de proposer de temps en temps, chaque fois avec au moins deux candidats pour chaque poste à pourvoir, six (6) postes comme Administrateur de la Société à la nomination, dont un poste sera celui d'un Administrateur Investisseur, et pourra également proposer de révoquer cette/ces personne(s) de leur fonction. ABN AMRO VENTURES B.V. précisera dans ses propositions de candidats qui sont les candidats pour le poste d'Administrateur Investisseur.

13.8 THE SECOND ABN AMRO LBO FUND aura le droit de proposer à la nomination de temps en temps, chaque fois avec au moins deux candidats pour chaque poste à pourvoir, quatre (4) postes comme Administrateur de la Société, dont un poste sera celui d'un Administrateur Investisseur, et pourra également proposer de révoquer cette/ces personne(s) de leurs fonctions. THE SECOND ABN AMRO LBO FUND précisera dans ses propositions de candidats qui sont les candidats pour le poste d'Administrateur Investisseur.

13.9 Les Actionnaires Individuels qui détiennent un nombre majoritaire des Actions Ordinaires tenues par les Actionnaires Individuels au moment en question auront le droit de proposer à la nomination de temps en temps, chaque fois avec au moins deux candidats pour chaque poste à pourvoir, un poste comme Administrateur de la Société, et pourront également proposer de révoquer cette/ces personne(s) de leurs fonctions.

13.10 Les Actionnaires auront uniquement le droit de nommer les Administrateurs en fonction de la liste reprenant les candidats soumis à leur choix en conformité avec les articles 13.7, 13.8 et 13.9. Si aucune proposition concernant la nomination d'un Administrateur pour un poste vacant est faite par le(s) Actionnaire(s) autorisé(s) à faire une telle proposition, le poste restera vacant et les Actionnaires n'auront pas le droit d'élire quelqu'un à un tel poste avant qu'une proposition utile ne soit faite par le(s) Actionnaire(s) en question qui bénéficient du droit de proposition à un tel poste.

13.11 Si des Actionnaires proposent la révocation d'Administrateurs conformément aux articles 13.7, 13.8 et 13.9, le Conseil sera obligé de convoquer une assemblée des Actionnaires endéans le délai le plus court possible, l'ordre du jour comprenant une résolution sur la démission projetée.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil choisira parmi ses membres un président qui sera élu parmi les administrateurs et nommés en conformité avec les articles 13.7 ou 13.8. Il pourra également choisir un Secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales des Actionnaires.

Le Conseil se réunira sur convocation du président. Une réunion du Conseil peut également être convoquée par deux Administrateurs. Une réunion du Conseil sera convoquée et tenue au moins six fois par année civile et la période de temps séparant deux assemblées n'excédera pas deux mois.

Le Président présidera toutes les Assemblées Générales des Actionnaires et toutes les réunions du Conseil, mais en son absence l'Assemblée Générale ou le Conseil désignera à la majorité des personnes présentes un autre Administrateur ou, le cas échéant, une autre personne comme président pro tempore.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil sera donnée par lettre, par télécopie ou par tout autre moyen électronique approuvé par le Conseil à tous les Administrateurs au moins sept Jours Francs avant toute réunion du Conseil et chaque convocation sera accompagnée par un ordre du jour écrit précisant les affaires d'une telle réunion et par des copies de tous les documents utiles à cette réunion, y compris (sans y être limité) une copie des derniers comptes de gestion mensuels et du dernier tableau des flux de trésorerie disponibles pour le groupe de la Société et un rapport au conseil sur la marche des affaires en général pendant les mois précédents et renseignant sur l'activité commerciale future du Groupe. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être renoncé à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque Administrateur par écrit ou par câble, par télégramme, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique approuvé par le Conseil. Une convocation spé-

ciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil en désignant par écrit ou par câble, par télégramme, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique approuvé par le Conseil un autre Administrateur comme son mandataire.

Aucune affaire ne sera traitée lors d'une assemblée du Conseil, à l'exception de celle déterminée par l'ordre du jour d'une telle assemblée, à moins qu'un Administrateur Investisseur y donne son consentement.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente. Cependant, le Conseil ne peut délibérer et agir valablement si, à un moment où des Administrateurs Investisseurs sont en fonction en tant qu'Administrateurs de la Société, au moins un de ces Administrateurs Investisseurs n'est pas présent ou représenté à l'Assemblée.

Au cas où le quorum pour une réunion du Conseil n'est pas atteint endéans une demi heure à partir de l'heure prévue pour la réunion, où si un tel quorum cesse d'être atteint pendant une réunion, la réunion sera ajournée au même jour de la semaine suivante à la même heure et au même endroit, à l'exception qu'au cas où une réunion est ajournée de cette manière, aucun Administrateur Investisseur en fonction en tant qu'Administrateur de la Société n'est tenu d'assister pour que le quorum soit atteint lors d'une telle réunion ajournée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

Les Administrateurs ou un comité d'Administrateurs peuvent participer à des réunions par connection(s) à une conférence téléphonique ou par une série de conversations téléphoniques ou par échange de transmissions de télécopies adressées au président. Les opinions des Administrateurs ou d'un comité d'Administrateurs telles que constatées par ces conversations téléphoniques ou transmissions de télécopies et communiquées au président seront traitées comme vote en faveur ou à l'encontre d'une résolution particulière (selon les circonstances). Une résolution adoptée lors d'une réunion tenue de cette manière et signée par le président sera valable et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion des Administrateurs (ou, le cas échéant, de ce comité) dûment convoquée et tenue.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un document ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 15. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil seront signés par le président de la réunion et par un autre Administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou par deux Administrateurs.

Art. 16. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Les pouvoirs qui ne sont pas expressément conférés par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil.

Le Conseil peut décider de mettre en place un ou plusieurs comités dont les membres ne sont pas nécessairement des Administrateurs. Dans ce cas, le Conseil nommera les membres de ce(s) comité(s) et détermine leurs pouvoirs.

Art. 17. Délégation de pouvoirs

Le Conseil peut déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou mandataires de son choix.

Art. 18. Représentation de la Société

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée (i) par la signature conjointe de deux Administrateurs, dont au moins un doit être un Administrateur Investisseur, ou (ii) par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 19. Commissaire aux comptes

Les comptes de la Société sont surveillés par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, Actionnaires ou non. Les commissaires aux comptes seront nommés par l'Assemblée des Actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser 6 (six) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale, avec ou sans motif.

Art. 20. Indemnisation

Chaque Administrateur, commissaire aux comptes, Secrétaire ou autre agent de la Société est en droit d'être indemnisé par la Société sur les fonds de celles-ci pour tous les coûts, charges, pertes, dépenses et engagements par lui encourus dans le cadre de l'exercice actuel ou futur et/ou de ses devoirs et/ou de l'exercice actuel ou futur de ses pouvoirs et/ou autrement par rapport ou en relation avec ses devoirs, pouvoirs ou fonctions, y compris (sans préjudice au caractère général de ce qui précède) toute responsabilité par lui encourue en tant que défendeur dans une action en justice -pénale ou civile- qui est en relation soit avec un fait ou une omission de sa part, soit avec un fait ou une omission qui lui est imputée au vu de sa qualité d'agent ou d'employé de la Société et qui aboutit à un jugement en sa faveur (ou bien l'action en justice se termine d'une autre manière sans qu'une violation matérielle par lui de ses obligations n'ait été décelée ou admise) ou dans le cadre de laquelle il a été libéré ou a bénéficié de l'application d'une loi prévoyant une exemption de responsabilité pour cet acte ou cette omission, si une telle exemption lui a été accordée par le tribunal.

Art. 21. Conflit d'Intérêts

Un Administrateur sera considéré comme ayant un intérêt substantiel opposé aux intérêts de la Société et n'aura pas droit au vote en ce qui concerne toute affaire qui implique un intérêt financier personnel de l'Administrateur ou qui

nécessite une résolution ou autre décision des Administrateurs en conformité avec ou pour les besoins des articles 8 à 12 des présents Statuts dans la mesure où une telle affaire est en relation avec des Actions tenues par cet Administrateur ou si cet Administrateur y est autrement intéressé.

L'Administrateur concerné ayant un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction soumise à l'approbation du Conseil sera obligé d'en avertir le Conseil et faire en sorte qu'un rapport de sa déclaration sera intégré au procès-verbal de la réunion.

Lors de l'Assemblée Générale suivante, avant le vote sur toute autre résolution, un rapport spécial sera établi sur toute opération dans laquelle un Administrateur aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Chapitre IV.- Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 22. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires

Toute Assemblée Générale des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires.

Art. 23. Assemblée Générale Annuelle

L'Assemblée Générale Annuelle se réunit au Siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'Assemblée Générale le 15 janvier de chaque année, à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Le Conseil ou le(s) Commissaire(s) aux Comptes peuvent convoquer d'autres Assemblées Générales. De telles Assemblées doivent être convoquées si des Actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Des Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil.

Art. 24. Procédure, Vote

Les Assemblées Générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout Actionnaire peut prendre part aux Assemblées en désignant par écrit ou par câble, par télégramme, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique approuvé par le Conseil une personne en tant que son mandataire, lequel peut ne pas être Actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux Assemblées d'Actionnaires.

Le quorum pour une assemblée ou pour des résolutions écrites ne sera atteint avant que les Actionnaires présents ou votant par écrit comprennent (soit personnellement ou par un représentant dûment autorisé ou un mandataire) les Détenteurs d'au moins 50 pour cent des Actions Préférentielles actuellement émises.

Au cas où le quorum pour une Assemblée d'Actionnaires n'est pas atteint endéans une demi heure à partir de l'heure prévue pour l'Assemblée, où si un tel quorum cesse d'être atteint pendant une Assemblée, l'Assemblée sera ajournée au même jour de la semaine suivante à la même heure et au même endroit, à l'exception qu'au cas qu'une Assemblée est ajournée de cette manière, aucun Investisseur Majoritaire est tenu d'assister pour que le quorum soit atteint lors d'une telle Assemblée ajournée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil ou par deux Administrateurs.

Chapitre V.- Année sociale, Affectation des bénéfices

Art. 25. Année sociale

L'année sociale de la Société commence le premier septembre de chaque année et finit le trente et un août de l'année suivante.

Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte des profits et pertes. Il soumet ces documents ensemble avec un rapport sur les affaires de la Société au moins un mois avant la date de l'Assemblée Générale qui sera amenée à approuver ces comptes, au commissaire aux comptes qui établira un rapport contenant ses commentaires sur ces documents. Le Conseil transmettra aux Actionnaires les comptes sociaux revus par le commissaire, à la fois non consolidés et consolidés, endéans un délai de quatre mois à partir du dernier jour de la période à laquelle ils se rapportent.

Art. 26. Affectation des bénéfices

Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital social.

Sur proposition du Conseil, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de l'affectation des bénéfices nets distribuables. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux Actionnaires comme dividendes, à condition que, dans ce dernier cas, les Actions Préférentielles donnent droit à un dividende annuel égal à 3% du Prix d'Émission des Actions Préférentielles (le «Dividende Préférentiel») et à condition que, si aucune distribution de dividendes n'est effectuée pendant une année sociale donnée, le droit à un tel dividende sera reporté à nouveau à l'année sociale suivante lors de laquelle une distribution de dividendes sera effectué. Chaque montant supplémentaire distribuable comme dividende sera distribué pro rata et pari passu aux Actions Ordinaires.

La Société n'effectuera pas de paiement par rapport à des Actions (soit par dividendes, distribution, achat ou rachat, ou par réduction ou par restitution de capital social) si un tel paiement est interdit ou limité par les conditions de contrats de financement auxquels la Société est de temps en temps partie.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation

La Société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les Actions Préférentielles donnent droit à une participation préférentielle dans les boni de liquidation jusqu'à hauteur d'un montant égal à leur Prix d'Émission respectifs et aux Dividendes Préférentiels, reportés, mais impayés sur ces Actions Préférentielles. Le solde des boni de liquidation, s'il y en a un, sera distribué aux Actions Ordinaires au pro rata et pari passu.

Chapitre VII.- Loi applicable - Définitions

Art. 28. Loi applicable

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi.

Art. 29. Définitions

Dans les présents Statuts:

les titres sont utilisés en vue d'une meilleure lecture et n'affecteront pas l'interprétation des présentes

«ABN AMRO VENTURES B.V.»: une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Gustav Mahlerlaan 10, 1082 PP, Amsterdam, Pays-Bas

«Société du Groupe ABN»: ABN AMRO HOLDINGS N.V. et toute autre société (ou autre entité) qui est actuellement une entreprise filiale d'ABN AMRO HOLDINGS N.V. ou un fonds, association, syndicat ou autre entité dont les affaires sont gérées ou qui sont conseillés par une autre Société du Groupe ABN.

«Statuts»: les présents statuts tels que modifiés de temps en temps (et le renvoi à un «article» sera interprété de manière analogue).

«Associé»: signifiera (a) le mari, l'épouse, le conjoint suivant la common law, la mère, le père, la grand-mère, le grand-père, le frère, la soeur, l'enfant, le bel-enfant ou autre ancêtre linéaire ou descendant par le sang, par adoption ou mariage de la personne concernée; (b) un légataire de la personne concernée ou de tout autre associé de la personne concernée; (c) si la personne concernée est une société, une filiale ou une société de participation de la personne concernée ou une autre filiale d'une telle société de participations.

«Conseil»: le Conseil d'Administration de la Société tel que formé de temps en temps.

«Jour Franc»: en relation avec le délai pour une convocation, le délai excluant le jour auquel la convocation est donnée ou censé être donnée ainsi que le jour pour lequel elle est donnée ou auquel elle prend effet.

«Participation de Contrôle»: signifie un nombre d'Actions attribuant à son/ses détenteur(s) une majorité de vote de cinquante pour cent (50 %) des Actions admises au vote au moment en question.

«Administrateurs»: les Administrateurs en tant que membre du Conseil actuel de la Société.

«Société du Groupe»: la Société et toute autre société (ou autre entité) qui, au moment en question, est une entreprise filiale de La Société (entreprise liée) telle que définie par les articles 213 et suivants de la Loi (et «Groupe» sera interprété en conséquence)

«Détenteur»: en ce qui concerne des Actions, la personne dont le nom est inscrit au Registre des Actionnaires en tant que détenteur de ces actions;

«THE SECOND ABN AMRO LBO FUND»: une société en commandite régie par les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social au 250 Bishopsgate, London EC2M 4AA, Royaume-Uni

«Actionnaire Individuel»: signifie les personnes physiques qui, de temps en temps, détiennent des Actions Ordinaires de la Société.

«Administrateur Investisseur»: un Administrateur de la Société nommé en vertu des articles 13.7 et 13.8.

«Investisseur Majoritaire»: les détenteurs d'au moins de la moitié du nombre total des Actions Préférentielles émis au moment en question.

«Prix d'Émission»: le prix par Action auquel les Actions concernées sont émises (c'est-à-dire la somme du montant libéré ou comptabilisé comme libéré par rapport à sa valeur nominale et la prime d'émission y afférente).

«Loi»: signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et toute modification statutaire ou remise en effet de celle-ci et tout instrument statutaire y relatif.

«Actions Ordinaires»: Actions Ordinaires d'un euro cinquante cents (EUR 1,50) ayant les droits définis dans les présents Statuts.

«Cession Autorisée»: la cession d'une Action autorisé suivant article 9.

«Action Préférentielle»: signifie les Actions préférentielles d'un euro cinquante cents (EUR 1,50) chacune dans le capital de la Société, ayant des droits tels que définis dans les présents Statuts.

«Siège Social»: le siège social actuel de la Société.

«Secrétaire»: le secrétaire de la Société ou toute autre personne nommé en vue d'accomplir les devoirs du secrétaire.

«Actionnaire»: chaque détenteur actuel d'actions dans le capital de la Société de quelque catégorie que ce soit.

«Actions»: (sauf si le contexte ne le permet pas) actions dans le capital de la Société (de quelque catégorie que ce soit)

Sixième résolution

L'Assemblée des actionnaires décide d'approuver la résignation de Monsieur Ferdinando Gelosa comme administrateur de la Société avec effet au 26 novembre 2003, de réélire Monsieur Simon Tuttle et Monsieur Dirk Cornelis Oppeelaar, et de nommer avec effet immédiat:

- Monsieur Antonio Corbani, Managing Director, né le 24 juin 1960 à Busto Arsizio (VA) (Italie), résidant à ABN AMRO CAPITAL S.p.A., Via Meravigli, 7, 20121 Milan (Italie);

- Monsieur Maurizio Ferrari, Chief Executive Officer, né le 4 décembre 1948 à Milan (Italie), résidant à Via del Lavoro, 8, 31033 Castelfranco Veneto (TV) (Italie); et

- Monsieur Hervé Claquin, Chief Executive Officer, né le 24 mars 1949 à Paris (16ème) (France), résidant à ABN AMRO CAPITAL S.A., 23, rue Balzac, 75008 Paris (France),

comme administrateurs de la Société, Monsieur Simon Tuttle et Monsieur Antonio Corbani étant les Administrateurs Investisseurs, chaque fois pour une période prenant fin à l'Assemblée Générale Annuelle se tenant en 2004.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16.45 heures.

Evaluation des Frais

Dans la mesure où l'apport en nature résulte d'une contribution de tous les actifs et passifs de PROSECCO LIMITED à la Société, cette dernière se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit l'exonération du droit d'apport dans ces cas.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de l'augmentation de capital mentionné ci-dessus sont estimés à sept mille cinq cents Euros (EUR 7.500,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Schummer, B. Tassigny, M. Muller, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2003, vol. 19CS, fol. 23, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2003.

G. Lecuit.

(081894.3/220/1511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

PROFOOT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 97.059.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques ADAM MANAGING SERVICES INC., avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3152, (Iles Vierges Britanniques).

2.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques ERASMO BUSINESS SERVICES LTD., avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3152, (Iles Vierges Britanniques).

Toutes les deux sont ici dûment représentées par Monsieur Jean-Luc Jourdan, directeur de société, demeurant professionnellement à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de PROFOOT INTERNATIONAL S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet:

- le management de sportifs sous toutes ses formes, notamment la formation de sportifs, la gestion de carrière sportive, l'exploitation d'un centre de formation ainsi que toutes relations commerciales de sportifs sans que cette énumé-

ration ne soit limitative. Ce management pourra entre autres être délégué à une autre structure, notamment une fondation;

- l'exploitation d'une agence de communication et de publicité au sens le plus large;
- la négociation de contrats, l'acquisition et la vente de droits d'image et/ou de droits sportifs pour compte propre et/ou pour compte d'autrui;
- la négociation et la gestion de contrats et de droits de sponsoring;
- l'organisation d'événements.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par six cent vingt (620) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou e-mail, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou e-mail.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur de la société.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 12. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2004.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2005.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites de la manière suivante:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques ADAM MANAGING SERVICES INC., avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3152, (Iles Vierges Britanniques), trois cent dix actions,	310
2.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques ERASMO BUSINESS SERVICES LTD., avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3152, (Iles Vierges Britanniques), trois cent dix actions,	310
Total: six cent vingt actions,	620

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Alain Pedretti, administrateur de société, né à Montreuil, (France), le 25 février 1955, demeurant à CH-2000 Neuchâtel, 50, rue des Falaises, (Suisse);

b) Monsieur Alain Laroche, administrateur de société, né à Saint-Mandé, (France), le 29 juin 1956, demeurant à CH-2016 Cortaillod, 16, Goutte d'Or, (Suisse);

c) Monsieur Jean-Luc Jourdan, directeur de société, né à Saint-Mard, (Belgique), le 12 juillet 1959, demeurant professionnellement à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société de droit des Iles Vierges Britanniques WONDERVIL CORPORATION, avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3152, (Iles Vierges Britanniques), inscrite au Registre des Sociétés de Tortola sous le numéro 475.207.

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2005.

5.- Le siège social est établi à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

6.- Faisant usage de la faculté offerte par l'article huit (8) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Alain Laroche, préqualifié, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.-L. Jourdan, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 novembre 2003, vol. 525, fol. 20, case 1. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1^{er} décembre 2003.

J. Seckler.

(079025.3/231/156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2003.

FLUDIR HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R. C. Luxembourg B 80.319.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 26 novembre 2003 a élu comme administrateurs: WAVERTON GROUP LIMITED, STARBROOK INTERNATIONAL LIMITED et BIREFIELD HOLDING LIMITED et comme commissaire aux comptes ROTHLEY COMPANY LIMITED.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2003.

Pour FLUDIR HOLDINGS S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2003, réf. LSO-AL00553. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(081018.3/1021/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

IMPERIAL HOTELS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 96.972.

STATUTES

In the year two thousand and three on thirty-first of October.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. Mr Samuel Erik Werner Hellsten, civic number 820409-0032, residing at St Göransgatan 74, SE-112 38 Stockholm, Sweden.

2. Mr Olof Christer Edvard Rydén, civic number 411230-0035, residing at Lenalundvägen 24, SE-191 40 Sollentuna, Sweden.

Both of them represented by Mr Mikael Holmberg, company director, residing in Leudelange, Luxembourg, by virtue of proxies.

The above-mentioned proxies, signed by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the above-described capacities have drawn up the following Articles of Incorporation of a «société anonyme» which they declare to form among themselves.

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a Company in the form of a société anonyme, which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg («Luxembourg») and by the present Articles of Incorporation.

The Company will exist under the name of IMPERIAL HOTELS S.A.

Art. 2. Registered Office

The Company will have its registered office in Luxembourg City.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Object

The sole object of the Company is the holding of participations in Luxembourg and/or foreign companies, as well as the administration, development and management of its portfolio.

The Company may engage alone or together with others, for its own account or for a third party, itself or through the intermediary of a third party, in any commercial, industrial or financial activities directly or indirectly connected with its purposes.

The Company may engage directly or indirectly participations in Luxembourg and/or foreign companies, as well as the administration, development and management of its portfolio.

The Company may more generally engage in all other transactions in which a company created under the laws of Luxembourg may engage and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

Art. 4. Duration

The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any moment by a decision of the general meeting of shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares**Art. 5. Corporate Capital**

The corporate capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-), divided into one thousand (1,000) shares with a par value of thirty one Euros (EUR 31.-) each.

Art. 6. Shares

The shares will be either in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the law prescribes the registered form.

The Company may issue multiple bearer share certificates.

Chapter III. Board of Directors, Statutory auditors**Art. 7. Board of Directors**

The Company shall be administered by a board of directors composed of at least three members do who need not be shareholders.

The directors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the general meeting ratifies the election at its next meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors

The board of directors shall choose from among its members a chairman. It may as well appoint a secretary, who need not be a director, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the general meeting or the board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting. Written notice of any meeting of the board of directors will be given by letter, telex or telefax to all directors at least 48 hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice of meeting. The notice indicates the place and agenda for the meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously listen one to the another. Such participation shall be deemed equal to physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 9. Minutes of meetings of the Board of Directors.

The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes, which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine its powers.

Art. 11. Delegation of Powers

The board of directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the general meeting of shareholders.

Art. 12. Representation of the Company

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board but only within the limits of such power.

Art. 13. Statutory Auditor

The Company is supervised by one or more statutory auditors, who need not be shareholders.

The statutory auditors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding 6 years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

Chapter IV. Meetings of Shareholders**Art. 14. Powers of the Meeting of Shareholders**

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual General Meeting

The annual general meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the last day of May of each year, at 11.00 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. Other General Meetings

The board of directors or the statutory auditor may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least 1/5 (one fifth) of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Procedure, Vote

Shareholders' meetings are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Chapter V. Fiscal Year, Allocation of profits**Art. 18. Fiscal Year**

The Company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

The board of directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report on the operations of the Company at least one month before the date of the annual general meeting to the statutory auditor who will make a report containing his comments on such documents.

Art. 19. Appropriation of Profits

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation**Art. 20. Dissolution, Liquidation**

The Company may be dissolved by a decision taken of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, either anticipatively or by expiration of its term, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 21. Applicable Law

All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory measures

Exceptionally, the first accounting year shall begin today and end on 31st December 2004. The annual general meeting of shareholders shall be held for the first time in the year 2005.

Subscription

The entirety of the capital has been subscribed as follows:

1. Samuel Erik Werner Hellsten, prenamed: nine hundred ninety-nine shares	999
2. Olof Christer Edvard Rydén, prenamed: one share	1
Total: one thousand shares	1.000

25% of these shares have been fully paid up in cash. Therefore the amount of seven thousand seven hundred fifty Euros (EUR 7,750.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately thousand seven hundred Euros.

Extraordinary general meeting

The above mentioned persons, representing the entire corporate capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote.

I. The number of directors is set at three (3).

The following persons have been elected as directors until the annual meeting of shareholders to be held in 2005:

1. Mr Mikael Holmberg, company director, born in Alter, in Sweden, on the 22th of June 1959, residing at 7, rue de Roedgen, L-3365 Luxembourg;

2. Mrs. Nadine Gloesener, assistant manager, born in Esch-sur-Alzette, in Luxembourg, on the 12th of January 1973, residing at 53 a, rue Principale, L-9190 Vichten, Luxembourg;

3. Mr Erik Hellsten, company director, born in Enskede, Sweden, on the 9th of April, 1982, residing at St Göransgatan 74, SE-112 38 Stockholm, Sweden.

II. The number of statutory auditors is set at one (1). The following person has been elected as statutory auditor until the annual meeting of shareholders to be held in 2005:

Mr Gilles Wecker, chief accountant, born in Dudelange, Luxembourg, on the 4th April, 1965, residing at 62, rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

III. Pursuant to the provisions of the Articles of Incorporation and of the company law the shareholders' meeting hereby authorizes the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to a third party agent.

The shareholders' meeting further resolved that the Company shall only be bound by the joint signature of Mr Erik Hellsten together with Mr Mikael Holmberg or Mrs. Nadine Gloesener.

IV. The registered office of the Company is established at L-2449 Luxembourg-City, 11, boulevard Royal.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed and the Articles of Incorporation contained therein, is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons, all of who are known to the undersigned notary, by their names, surnames, civil status and residences, said appearing persons signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire, résidant à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Samuel Erik Werner Hellsten, demeurant à St Göransgatan 74, SE-112 38 Stockholm, Sweden.

2.- Monsieur Olof Christer Edvard Rydén, demeurant à Lenalundvägen 24, SE-191 40 Sollentuna, Sweden.

Tous représentés par M. Mikael Holmberg, directeur de société, demeurant à Leudelage, Luxembourg, suivant procurations (sous seing privé).

Ces procurations, signées des comparants et du notaire instrumentaire, resteront annexées ne varietur au présent acte, afin d'être soumises ensemble avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont déclaré former par les présentes une société anonyme régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.

Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts. La Société adopte la dénomination IMPERIAL HOTELS S.A.

Art. 2. Siège social.

Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales, un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet.

Le principal objet pour lequel la société est formée est la prise de participations à Luxembourg et / ou de sociétés étrangères, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut s'engager seule ou ensemble avec d'autres, pour son propre compte ou pour le compte de tierces parties, elle-même ou au travers de tierces personnes dans toutes autres activités commerciales, industrielles ou financières, directement ou indirectement liées à son objet.

La société peut engager directement ou indirectement des participations à Luxembourg et / ou de sociétés étrangères de tout genre ayant un objet identique, similaire ou en relation avec son propre objet, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

D'une manière générale, la société peut s'engager dans toutes les opérations possibles d'une société constituée sous le régime de la loi luxembourgeoise, qu'elle juge utile dans la réalisation et le développement de son objet.

Art. 4. Durée.

La société est constituée pour une durée illimitée.

La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 5. Capital souscrit.

Le capital souscrit de la société est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31 000) divisés en mille (1000) actions avec une valeur nominative de trente et un Euros (EUR 31.-) chacune.

Art. 6. Actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

La société a le droit d'émettre des certificats d'actions multiples.

Chapitre III. Conseil d'administration, nomination d'auditeurs

Art. 7. Conseil d'administration.

La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un minimum de trois membres, qui ne doivent pas forcément être actionnaires.

Les administrateurs doivent être élus lors de l'assemblée générale, qui déterminera leur nombre, pour une période ne pouvant dépasser six années, et ils garderont leur poste jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et peuvent être remplacés à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'assemblée générale. En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes d'administrateurs suite à un décès, de retraite ou autre cause, les membres restants pourront élire suivant la loi un remplaçant pour cette vacance. Dans ce cas, l'assemblée générale ratifie l'élection lors de sa prochaine séance.

Art. 8. Assemblées du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut choisir un président parmi ses membres. Il peut aussi nommer un secrétaire, administrateur ou pas administrateur, qui sera chargé de tenir le compte rendu de l'assemblée du conseil d'administration et des actionnaires. Le conseil d'administration peut se réunir à la demande du président. L'assemblée du conseil d'administration peut être convoquée si deux administrateurs l'exigent.

Le président présidera seul toutes les assemblées des actionnaires et du conseil d'administration, mais en son absence, l'assemblée générale ou le conseil désignera un autre administrateur en tant que président temporaire par vote de la majorité présente à une telle assemblée.

Un avis écrit de toute assemblée du conseil d'administration sera remis par courrier normal, électronique ou par télégramme, télécopie à tous les administrateurs au moins 48 heures avant le jour prévu pour une telle assemblée, excepté en cas d'urgence, les raisons seront mentionnées dans l'avis de la réunion de l'assemblée. Cette notification indique le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée.

Cet avis pourra être refusé par consentement écrit, par courrier normal, électronique, par câble, télégramme, télex ou par télécopie de chaque administrateur. Aucun acte séparé n'est requis pour les assemblées tenues à heures et endroits spécifiés dans un programme précédemment adopté par résolution du conseil d'administration.

Tout administrateur peut participer à toute assemblée du conseil d'administration en nommant par écrit, câble, télégramme, télex, téléfax, un autre administrateur comme mandataire.

Le conseil d'administration peut délibérer ou agir de façon valable seulement si au moins une majorité d'administrateur est présente.

Les décisions seront prises par une majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à une telle assemblée.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer à une assemblée du conseil par différents moyens tels que la conférence téléphonique ou par d'autres moyens semblables de communication qui permettent donc à plusieurs personnes de participer simultanément à l'écoute des uns et des autres.

Une telle participation sera présumée au même titre que la présence physique à l'assemblée.

Une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est authentique et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une assemblée du conseil d'administration, laquelle a été dûment convoquée et tenue.

Une telle décision peut être rédigée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Art. 9. Procès-Verbaux des Assemblées du Conseil d'Administration

Les procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration seront signés par le président de l'assemblée et par un autre administrateur. Les procurations y seront jointes.

Les copies et extraits de tels procès-verbaux, seront établis selon des procédures légales ou d'une autre manière, seront signés par le président du conseil d'administration.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de dispositions et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents articles de l'assemblée générale des actionnaires seront de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider d'instituer un ou plusieurs comités dont les membres peuvent être administrateurs ou pas administrateurs.

Dans ce cas, le conseil d'administration pourra nommer les membres du ou des comités et déterminer leurs pouvoirs.

Art. 11. Délégation des pouvoirs.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société lors de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, agents, employés, actionnaires ou non-actionnaires ou déléguer des pouvoirs ou procurations spécifiques, ou confier des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires à des personnes ou représentants choisis par lui.

La délégation de la gestion journalière à un membre du conseil est soumise à une autorisation préalable établie par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Représentation de la société.

Vis-à-vis de tiers, la société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à qui a été délégué la gestion journalière de la société, ou par la signature conjointe ou individuelle des personnes auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Nomination des Auditeurs.

La société sera surveillée par un ou plusieurs auditeurs, qui ne doivent pas forcément être actionnaires.

Les auditeurs seront élus lors de l'assemblée générale, qui déterminera leur nombre, pour une période ne dépassant pas six années, et ils garderont leur poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être remplacés à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'assemblée générale.

Chapitre IV. Assemblées des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée des actionnaires.

Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Sous réserve des dispositions de l'article 9 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la Société.

Art. 15. Assemblée générale annuelle.

L'assemblée générale annuelle sera tenue au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit spécifié dans l'avis de convocation, le dernier jour du mois de mai de chaque année, à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Autres assemblées générales.

Le conseil d'administration ou les auditeurs peuvent ordonner d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être ordonnées si au moins 1/5 (un cinquième) du capital de la société l'exige.

Les assemblées générales, inclus l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger, si le conseil d'administration le juge nécessaire, qui sera définitif, en cas de force majeure.

Art. 17. Procédure, Vote.

Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions qui doivent être remplies afin de participer à l'assemblée des actionnaires.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies et extraits de tels procès-verbaux, seront établis selon des procédures légales ou d'une, autre manière, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Chapitre V. Année sociale, Bilan, Répartition des bénéfices

Art. 18. Année sociale.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration et les auditeurs établissent les comptes annuels et le compte des profits et pertes. Ils soumettent ces documents ensemble avec un rapport des opérations de la société au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle aux auditeurs qui établiront un rapport contenant leurs commentaires sur ces documents.

Art. 19. Affectation des profits.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième (1/10) du capital souscrit.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividende.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation.

La société pourra être dissoute à tout moment par décision d'une assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf disposition contraire de la loi.

Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Disposition générale

Art. 21. Disposition générale.

Tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et ses lois modificatives.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, la première année fiscale commence aujourd'hui et finit au trente et un (31) décembre 2004. L'assemblée générale annuelle se tiendra pour la première fois dans l'an 2005.

Souscription

La totalité du capital a été souscrit comme suit:

1.- M. Samuel Erik Werner Hellsten, prénommé: neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	999
2.- M. Olof Christer Edvard Rydén, prénommé: une action	1
Total: mille actions	1.000

25% de ces actions ont été libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante Euros (EUR 7.750) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à mille sept cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants prénommés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3).

Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle en 2005

1. M. Mikael Holmberg, directeur de société, né à Åker, en Suède, le 22 juin 1959, demeurant à 7, rue de Roedgen, L-3365 Leudelange, Luxembourg.

2. Mme Nadine Gloesener, directeur adjoint, née à Esch-sur-Alzette, Luxembourg, le 22 Janvier 1973, demeurant à 53 A, rue Principale, L-9190 Vichten, Luxembourg.

3. M. Erik Hellsten, directeur de société, né à Enskede, Suède, le 9 Avril 1982, demeurant à St Göransgatan 74, SE-112 38 Stockholm, Suède.

II. Le nombre de commissaire statutaire est fixé à un (1). A été appelé comme commissaire statutaire pour l'assemblée générale annuelle en 2005:

Mr Gilles Wecker, chef-comptable, né à Dudelange, Luxembourg, le 4 avril 1965, demeurant à 62, rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

III. Suite aux dispositions des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales, l'Assemblée générale autorise par la présente le Conseil d'Administration de déléguer la gestion journalière de la société et la représentation de la société dans le cadre d'une gestion journalière à une tierce personne.

L'assemblée générale a ensuite décidé que la Société n'est qu'à représenter que par la signature commune de Mr Erik Hellsten et M. Mikael Holmberg ou Mme Nadine Gloesener.

IV. Le siège social de la Société est établi à L-2449 Luxembourg-Ville, 11, boulevard Royal.

Le notaire soussigné, connaissant la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des personnes désignées ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française, étant entendu que la version anglaise primera en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par le notaire instrumentaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Holmberg, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2003, vol. 1415, fol. 18, case 1. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2003.

J. Elvinger.

(078163.3/211/441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

THORNHAM DEVELOPMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 66.984.

In accordance with the minutes of the resolutions of the sole shareholder of THORNHAM DEVELOPMENTS, S.à r.l., dated 4 September 2003, it has been resolved to accept the resignations of Kenneth MacNaughton and Laura L. Hamilton, resigning managers of the Company with effect from 15 August 2003, and to appoint Ryan Cregeen and Martin O'Grady as managers of the Company with immediate effect and for an unlimited term of office.

Accordingly, the board of managers of the Company is composed as follows:

Board of Managers:

- A. Richard Moore Jr.
- Ryan Cregeen
- Martin O'Grady

The company is bound by the sole signature of any manager.

On behalf of THORNHAM DEVELOPMENTS, S.à r.l.

Signature

Manager

Suit la traduction française du texte qui précède:

Faisant suite aux décisions prises par résolution de l'actionnaire unique de THORNHAM DEVELOPMENTS, S.à r.l., du 4 septembre 2003, il a été décidé d'accepter les démissions de Kenneth MacNaughton et Laura L. Hamilton, gérants démissionnaires de la Société avec effet au 15 août 2003 et de nommer Ryan Cregeen et Martin O'Grady en tant que gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Par conséquent, le Conseil de gérants de la Société est composé comme suit:

Conseil de gérants:

- A. Richard Moore Jr.
- Ryan Cregeen
- Martin O'Grady

La Société est valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant unique.

Au nom de THORNHAM DEVELOPMENTS, S.à r.l.

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2003, réf. LSO-AL01931. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(081211.3/250/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2003.

JEF FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 50.124.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue le 3 juin 2003 à 11.00 heures

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Messieurs Jean Quintus, Koen Lozie et de COSAFIN S.A., Administrateurs de la société et de H.R.T. REVISION, S.à r.l., Commissaire aux Comptes, pour un terme venant à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes du 31 décembre 2003.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2003, réf. LSO-AL01212. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080855.3/1172/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

HOUSE 55, Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 55, rue de Hollerich.
R. C. Luxembourg B 97.071.

STATUTS

L'an deux mille trois, le treize novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur David Rosner, employé privé, demeurant à L-2357 Senningerberg, 1, rue des Pins.
 - 2.- Monsieur Steve Reisdorf, informaticien, demeurant à L-3768 Tétange, 67, rue de la Fontaine.
 - 3.- Monsieur Mathias A. von Bonkewitz, employé privé, demeurant à L-1870 Luxembourg, 35, Kohlenberg.
- Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de HOUSE 55.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes prestations de services dans le domaine des médias et de la communication, y compris la production.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-deux mille euros (32.000,- EUR), représenté par trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature conjointe d'un administrateur et de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 15. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2003.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et Libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur David Rosner, employé privé, demeurant à L-2357 Senningerberg, 1, rue des Pins, quatre-vingts actions,	80
2.- Monsieur Steve Reisdorf, informaticien, demeurant à L-3768 Tétange, 67, rue de la Fontaine, quatre-vingts actions,	80
3.- Monsieur Mathias A. von Bonkewitz, employé privé, demeurant à L-1870 Luxembourg, 35, Kohlenberg, cent soixante actions,	160
Total: trois cent vingt actions,	320

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente-deux mille euros (32.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Daniel Vinandy, Creative Director, né à Luxembourg, le 6 octobre 1964, demeurant à L-3259 Bettembourg, 23, rue de la Montagne;

b) Monsieur David Rosner, employé privé, né à Luxembourg, le 23 octobre 1973, demeurant à L-2357 Senningerberg, 1, rue des Pins;

c) Monsieur Mathias A. von Bonkewitz, employé privé, né à Bonn, (Allemagne), le 8 septembre 1967, demeurant à L-1870 Luxembourg, 35, Kohlenberg.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Monsieur René Thill, comptable, né à Luxembourg, le 10 octobre 1951, demeurant à L-1216 Howald, 6, rue Bartholmy.

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009.

5.- Le siège social est établi à L-1741 Luxembourg, 55, rue de Hollerich.

6.- Faisant usage de la faculté offerte par l'article huit (8) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Daniel Vinandy, préqualifié.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Rosner, S. Reisdorf, M. A. von Bonkewitz, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 novembre 2003, vol. 525, fol. 18, case 4. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1^{er} décembre 2003.

J. Seckler.

(079168.3/231/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2003.

CI BUSINESS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 73.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 4 décembre 2003, réf. LSO-AL01257, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2003.

A. Schwachtgen.

(081741.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

CI BUSINESS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 73.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 4 décembre 2003, réf. LSO-AL01259, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2003.

A. Schwachtgen.

(081744.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

CI BUSINESS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 73.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 4 décembre 2003, réf. LSO-AL01260, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2003.

A. Schwachtgen.

(081747.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

MATERIS PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 79.148.

In the year two thousand and three, on the sixth of November.
Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of MATERIS PARTICIPATIONS, a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt recorded with the Commercial and Companies' Register of Luxembourg under section B 79.148, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on the 21st November 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 19th June 2001, number 455. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger on the 31st October, 2003, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened at 9 a.m. with
Mr Olivier Legrain, ingénieur, demeurant à Paris,
in the chair,

who appointed as secretary Mr Richard Dermain, cadre, demeurant à Paris.

The meeting elected as scrutineer Mr Christian Sacchetti, ingénieur, demeurant à Paris.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. Restatement of the articles of association of the Company without changing its corporate purpose.
2. Approval of the resignation of members of the Management Committee of the Company and discharge for their mandates.

3. Miscellaneous.

II. That the members present or represented, the proxies of the represented members and the number of their shares are shown on an attendance list; this list, signed by the members, the proxies of the represented members and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented members initialed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the members present or represented declaring that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The shareholders of the Company unanimously resolve to fully restate the articles of association of the Company without changing its corporate purpose, so as to read as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of MATERIS PARTICIPATIONS.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at thirty-nine million seven hundred and seventy-seven thousand one hundred and twenty-five Euros (EUR 39,777,125.-), represented by one million five hundred and ninety-one thousand and eighty-five (1,591,085) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing partners, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Inter vivos, they may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be partners.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of partners which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, who need not necessarily be partners. In that case, the company will be bound in all circumstances by the signature of two members of the board of managers. The managers may be dismissed freely at any time.

The board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealings with third parties, the board of manager has the most extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the company's object.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 21. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Second resolution

The shareholders of the Company unanimously accept the resignation of:

- Mrs Janet Hennessy, with immediate effect;
- THE CARLYLE GROUP LUXEMBOURG, with immediate effect;
- Ms Caroline Grégoire Sainte Marie, with immediate effect;
- SPECIALTY MATERIALS INVESTORS, with immediate effect;
- Mr Bernard Kasriel, with immediate effect; and
- Mr Geert Duyck, with immediate effect,

being members of the Management Committee of the Company.

The shareholders of the Company unanimously decide to grant full discharge to Mrs Janet Hennessy, THE CARLYLE GROUP LUXEMBOURG, S.à r.l., Ms Caroline Grégoire Sainte Marie, SPECIALTY MATERIALS INVESTORS, Mr Bernard Kasriel and Mr Geert Duyck for their mandates.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le six novembre.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société MATERIS PARTICIPATIONS (la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, enregistré au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.148, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 21 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 19 juin 2001, numéro 455. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, en date du 31, octobre 2003, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur Olivier Legrain, ingénieur, demeurant à Paris,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Richard Germain, cadre, demeurant à Paris.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian Sacchetti, ingénieur, demeurant à Paris.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Refonte des statuts de la Société sans modification de l'objet social.
2. Acceptation de la démission des membres du comité de gérance de la Société et décharge pour leurs mandats.
3. Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés

présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés de la Société décident à l'unanimité de procéder à une refonte complète des statuts de la Société:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de MATERIS PARTICIPATIONS.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de trente-neuf million sept cent soixante-dix-sept mille cent vingt-cinq euros (EUR 39.777.125,-), représenté par un million cinq cent quatre-vingt-onze mille quatre-vingt-cinq (1.591.085) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat.

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance, associés ou non. Dans ce cas la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance. Les gérants sont librement et à tout moment révocables.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 19. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5 % (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10 % (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Deuxième résolution

Les associés de la Société décident à l'unanimité d'accepter la démission de:

- Mme Janet Hennessy, avec effet immédiat;
 - THE CARLYLE GROUP LUXEMBOURG, avec effet immédiat;
 - Mme Caroline Grégoire Sainte Marie, avec effet immédiat;
 - SPECIALTY MATERIALS INVESTORS, avec effet immédiat;
 - M. Bernard Kasriel, avec effet immédiat; et
 - M. Geert Duyck, avec effet immédiat,
- étant membres du conseil de gérance de la Société.

Les associés de la Société décident à l'unanimité de donner entière décharge à Mme Janet Hennessy, THE CARLYLE GROUP LUXEMBOURG, S.à r.l., Mme Caroline Grégoire Sainte Marie, SPECIALTY MATERIALS INVESTORS, M. Bernard Kasriel et M. Geert Duyck pour leurs mandats.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. Legrain, R. Germain, C. Sacchetti, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2003, vol. 141S, fol. 22, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2003.

J. Elvinger.

(081875.3/211/326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

MATERIS PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 79.148.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 10 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(081880.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2003.

SALON JEAN ET JEANNE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7340 Heisdorf, 8, rue de la Forêt Verte.

R. C. Luxembourg B 40.285.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2003, réf. LSO-AK06948, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2003.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

Signature

(080546.3/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2003.
